



Sous la direction de Prof. Karl Hanson

La pensée dominante dans la politique de la petite enfance en France

MÉMOIRE – Orientation recherche

Présenté à

l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant

de l'Institut Universitaire Kurt Bösch

pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Hélène MALLARD

de

La Roche sur Yon, France

Mémoire No

SION

Avril 2012

Résumé

La France est un des pays européens au plus fort taux de fécondité. Les jeunes enfants sont toujours plus nombreux et représentent donc un enjeu pour les pouvoirs politiques français. Ce travail a pour but d'analyser le discours des autorités à l'égard des enfants de moins de six ans, ce qu'on appelle la petite enfance. L'analyse de différents documents de la politique de la petite enfance, triangulée avec les apports théoriques et les textes de référence, tels que la Convention des nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989, amène à différentes conclusions sur l'attitude des politiciens à l'égard/à l'encontre des jeunes enfants. Entre protection et émancipation quel est le choix des politiques qui s'applique aux moins de six ans ? Les « tout-petits » sont-ils considérés comme des citoyens à part entière ? Après clarification des dimensions qui composent la politique de la petite enfance, en France, les débats sur les rapports d'« expertise » controversés qui visent à établir des liens entre troubles comportementaux et délinquance juvénile, révèlent l'ambivalence qui réside dans cette problématique. Tout au long de ce mémoire de recherche, le paradoxe entre l'image de l'enfance en danger et de l'enfance dangereuse est révélateur de choix politiques particuliers qui vont vers un durcissement de la politique sécuritaire et de la politique de l'immigration dans le but de prévenir des phénomènes de délinquance.

« Nos jeunes aiment le luxe, ont de mauvaises manières, se moquent de l'autorité et n'ont aucun respect pour l'âge. À notre époque, les enfants sont des tyrans. »
Socrate (469-399 avant J-C)

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué directement ou indirectement, de près ou de loin, à la réalisation de ce mémoire de recherche.

- Je remercie tout d'abord Karl Hanson pour sa disponibilité et ses précieux conseils. Il fut un directeur de mémoire exigeant, mais juste.
- Je remercie tout particulièrement les personnes qui ont accepté de participer à cette recherche par le biais d'entretiens individuels. Un grand merci à :
 - Marie Derain pour sa disponibilité et son éclairage essentiel sur la politique de la petite enfance en France ;
 - Claire Brisset pour sa sagesse et ses réponses qui apportent une grande qualité à ce travail ;
 - Yvonne Coinçon pour sa disponibilité et son engagement auprès des jeunes enfants ;
 - Sandrine Blanchet pour son professionnalisme et son amour du métier et des « tout-petits » ;
 - Thierry Vasse pour sa disponibilité, ses réponses de qualité et son ouverture d'esprit ;
 - Marie-Laure Coulon Nguyen pour sa participation malgré son emploi du temps surchargé.
- Je remercie également mon entourage, amis et famille, pour leur soutien, durant ce travail de longue haleine.
- Une pensée particulière pour Kevin Desavre, qui fut constamment à l'écoute et disponible pour favoriser la réussite de cette recherche.

Liste des abréviations

AHJUCAF : Associations des Hautes Juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français

AVS : Auxiliaire de Vie Scolaire

CDE : Convention des nations unies relative aux droits de l'enfant

CNAEMO : Carrefour National de l'Action Éducative en Milieu Ouvert

CNAF : Caisse Nationale des Allocations Familiales

CNCDH : Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme

CNDS : Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité

CRC : Comité des droits de l'enfant

CRFPE : Centre Régional de Formation des Professionnels de la Petite Enfance

CSF : Confédération Nationale des Familles

DEI : Défense des Enfants Internationale

DUDH : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948

ENOC : European Network of Ombudspersons for Children

HALDE : Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité

IGAS : Inspection Générale des Affaires sociales

Inserm : Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale

IUKB : Institut Universitaire Kurt Bösch

MIDE : Master interdisciplinaire en droits de l'enfant

MNA : Mineurs Non-Accompagnés

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OF : Observations Finales (du Comité des droits de l'enfant à la France)

OG n°7 : Observation Générale n°7 (Comité des droits de l'enfant, *La Mise en œuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance*, 2005)

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

PMI : Protection Maternelle et Infantile

SNMPMI : Syndicat National des Médecins des PMI

SNUipp-FSU : Syndicat National des instituteurs, professeurs des écoles et professeurs d'enseignement général de collège affilié à la Fédération Syndical Unitaire

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Table des matières

I-	Introduction et problématique	1
II-	Théorie et méthodologie	6
III-	Politique petite enfance et politique sécuritaire	13
	1. <i>La politique de la petite enfance en France.....</i>	<i>13</i>
	2. <i>Politique sécuritaire et contrôle social : « Plus encore l'enfant est à contraindre ! ».....</i>	<i>19</i>
IV-	La pensée dominante en France à l'égard des jeunes enfants : analyse	25
	1. <i>L'image de l'enfance</i>	<i>25</i>
	1.1. <i>Le statut du jeune enfant dans la société française contemporaine</i>	<i>25</i>
	1.2. <i>L'image de l'enfance dans le discours politique</i>	<i>28</i>
	1.3. <i>La famille traditionnelle prédominante</i>	<i>33</i>

2.	<i>Capacités des enfants de moins de 6 ans.....</i>	<i>35</i>
2.1.	<i>Injonction à la performance.....</i>	<i>37</i>
2.2.	<i>Sur-responsabilisation des parents ?</i>	<i>38</i>
3.	<i>Les 4 Ps : Protection, Prestation, Participation, Promotion</i>	<i>40</i>
3.1.	<i>Droits-protection des enfants.....</i>	<i>41</i>
3.2.	<i>Droit à des prestations pour les moins de 6 ans</i>	<i>46</i>
3.3.	<i>La participation des jeunes enfants : « On oublie que l'enfant est sujet et non pas sujet à et de discussion »</i>	<i>48</i>
3.4.	<i>Promotion des droits de l'enfant en France</i>	<i>52</i>
4.	<i>Dilemme de la différence.....</i>	<i>55</i>
V-	Conclusion	59
VI-	Annexes	62
1.	<i>Trame du questionnaire semi-directif</i>	<i>62</i>
2.	<i>Courbe évolutive de la déviance Bénisti (2004).....</i>	<i>63</i>
3.	<i>Grille d'analyse des documents réalisée dans le cadre de la recherche</i>	<i>64</i>
VII-	Références	67

I- Introduction et problématique

La France est, selon les statistiques de l'Observatoire national de la petite enfance (2010), un des pays les plus féconds d'Europe. En 2010, l'indicateur conjoncturel de fécondité atteint son plus haut niveau depuis la fin du baby-boom, avec 2,01 enfants par femme. Au 1^{er} janvier 2011, la France comptait 4,8 millions d'enfants de moins de 6 ans, leur part ayant augmenté chaque année depuis 2000. C'est dire si les jeunes enfants représentent un enjeu pour les pouvoirs politiques français.

Dans ce travail, deux logiques se croisent: droits de l'enfant et politiques de prévention de la délinquance. Les mesures en faveur de la petite enfance et le respect des droits des plus jeunes se heurtent à des mesures de prévention et de dépistage précoce pour lutter contre la délinquance.

Les droits de l'enfant commencent avec la ratification, par la France, en 1990, de la Convention des nations unies relative aux droits de l'enfant (CDE, 1989). Elle a, tout d'abord, été le point de départ de nombreux débats entre les différents courants de pensée. La CDE a bouleversé les rapports adultes-enfants (Renaut, 2002) en établissant des libertés et droits fondamentaux qui semblaient, à la naissance du texte, en totale contradiction avec l'autorité parentale et la nature même de l'enfant, insouciant et fragile. Cette valorisation des enfants et de leurs capacités fit peser sur certains la crainte de voir les enfants et les jeunes prendre le pouvoir. L'avènement de la CDE représentait une menace pour les droits des adultes, comme le pensait Finkelkraut (1990, DEI-Belgique, 2009).

La deuxième thématique est le lien entre petite enfance et prévention de la délinquance. Afin de lutter contre la délinquance, on assiste au développement de projets de lois suggérant un dépistage des troubles du comportement, et des « futurs délinquants », dès la naissance. Le Conseil Economique, Social et Environnemental, lui aussi, en février 2010¹, dans son rapport intitulé « *La pédopsychiatrie : prévention et prise en charge* », préconise le dépistage précoce des troubles mentaux chez les enfants et adolescents. Les parents sont souvent montrés du doigt lorsque des troubles du comportement sont observés chez un enfant, la famille étant la première

¹ Cité par Bockel, 2010

sphère de socialisation. Jean-Marie Bockel (2010), auteur du rapport « *La prévention de la délinquance des jeunes* », demandé par Nicolas Sarkozy, Président de la République, met l'accent sur cette, présumée, prise de pouvoir des enfants dans la famille et dans l'espace public. Il évoque la toute-puissance de certains enfants et leurs parents démissionnaires, résultat d'une évolution de la société où l'autorité des adultes est « bafouée ». Un sentiment d'insécurité s'est développé sous l'impulsion des politiciens qui surfent sur le phénomène. Le débat politique sur l'insécurité rencontre facilement son auditoire, la proportion de personnes âgées ayant augmenté dans la population générale française (Muchielli, 2010). Ce sentiment d'insécurité est le fruit d'instrumentalisations politiques et médiatiques dont sont friands les politiciens. Cette idéologie sécuritaire portée par les pouvoirs politiques et mise en scène par les médias n'est pas « *sans incidence sur certains résultats électoraux* » (Neyrant et Dugnat, 2006, p. 9).

Depuis 2002 des rapports d'expertise, qui associent troubles du comportement et délinquance, ont été publiés. Le rapport Bénisti en 2004 ou encore le rapport de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm) en 2005, qui prônent une détection des troubles de conduites chez l'enfant dès la crèche ou l'école maternelle, ont donné naissance à un plan anti-délinquance. Des bases élèves ont également été créées dans le but de centraliser des informations sur les enfants dès le plus jeune âge et ce pendant 35 ans afin de parer à la délinquance. Ce que conteste Jean-Pierre Rosenczveig (2010), qui précise, qu'objectivement, la délinquance des jeunes est en baisse depuis 2000. Des associations et personnalités de la petite enfance se sont insurgées contre ces rapports « scientifiques » qui étiquettent les enfants dès leur plus jeune âge. Après avoir récolté près de 200 000 signatures le collectif « *Pas de 0 de conduite pour les moins de trois ans* » a pu faire annuler les mesures de dépistage précoce chez l'enfant dans le projet de loi sur la prévention de la délinquance de 2006. Depuis, les rapports Rutsch et Bockel de 2010 ont relancé le débat sur la détection précoce de la délinquance, sous l'impulsion du Président de la République qui a commandé ces expertises. Le Premier Ministre a, de nouveau, demandé à Bénisti de diriger une mission parlementaire au sujet de la prévention de la délinquance qui a donné lieu à un rapport fin 2010.

Bénisti (2004) assure que « *si les actions de prévention veulent être efficaces, elles doivent impérativement commencer dès les prémices de déviations, c'est-à-dire*

dès le plus jeune âge » (p. 8), tout en nous montrant une courbe évolutive de la délinquance qui commence, elle, à l'âge de 4 ans.² Selon cette courbe, un enfant très jeune avec des problèmes de langage est susceptible de devenir un futur délinquant. Ce rapprochement, entre troubles du langage et délinquance, peut s'avérer dangereux pour les enfants précocement dépistés. Ce processus participe à leur exclusion et entretient la peur de l'autre, différent (Ben Soussan, 2011).

Le rapport Ruetsch, « *Prévenir la délinquance des jeunes : un enjeu pour demain* » de février 2010 assure que

La jeunesse est naturellement au cœur des enjeux de la prévention de la délinquance : en effet, une politique de prévention ambitieuse et efficace doit agir prioritairement à l'âge où les citoyens en devenir apprennent à construire leur place dans notre société à la fois démocratique et républicaine, dans laquelle l'exercice des libertés et le respect de l'autorité sont indissociables. (p. 8)

Cette phrase représente à elle seule les tensions que nous allons traiter dans cette étude réalisée dans le cadre du Master interdisciplinaire en droits de l'enfant (MIDE). Les jeunes enfants sont considérés comme des « *citoyens en devenir* ». L'auteur nous rappelle l'importance de l'autorité qui est « *indissociable* » des libertés individuelles. Mais, comment faire pour que cet exercice de l'autorité n'entrave pas les libertés des enfants de moins de six ans qui sont par nature dépendants des adultes ?

« Ne tardez pas à vous occuper des jeunes, sinon ils ne vont pas tarder à s'occuper de vous. »³ Voici la citation choisie par Jacques-Alain Bénisti pour débiter le rapport de la Mission parlementaire sur la prévention de la délinquance des mineurs et des jeunes majeurs, qu'il a rendu au Premier Ministre, François Fillon, en décembre 2010. Y réside la crainte des mineurs, la crainte qu'ils prennent le pouvoir et qu'ils bafouent l'autorité adulte. Ce choix de citation montre bien le paradoxe français entre le désir de protéger les jeunes enfants et dans le même temps de les contrôler, afin d'éviter qu'ils ne deviennent, par la suite, des adolescents difficiles, troubles à l'ordre public. Après un retour sur ce qu'est la politique de la petite enfance en France et les

² Voir Annexe 1.6.

³ Saint Jean Bosco (1815-1888), cité par Bénisti (2010)

dérives liées au dépistage précoce de la délinquance, nous analyserons, à partir des documents, les effets de l'image de l'enfance sur les capacités et les droits attribués au plus jeunes. Entre idéologie sécuritaire et image de l'« *enfance purifiée, éthérée* » (Ben Soussan, 2011, p. 40) : l'enfant innocent, petit être à protéger s'oppose à l'enfant délinquant, l'enfant-tyran. C'est ici qu'apparaissent tous les enjeux de cette problématique au cœur de la politique de la petite enfance. Les choix et directions pris dans le cadre des mesures en faveur de la petite enfance sont tributaires de cette image de l'enfance qu'ont les politiciens. Des droits en découlent ensuite, ainsi que la mise en œuvre de la CDE (1989). Le dilemme de la différence, développé par Hanson (2008) prend tout son sens. Les jeunes enfants ont-ils des droits spéciaux propres à leur condition d'enfant, ou les mêmes droits et libertés que les adultes ? Comment trouver un équilibre entre la protection des enfants, et notamment des plus jeunes, qui sont par nature plus vulnérables, et leur autonomie progressive, afin qu'ils s'épanouissent et deviennent des adultes responsables et accomplis ?

Même si les droits de l'enfant sont relativement bien respectés en France, les libertés individuelles et notamment la participation des enfants sont des concepts abstraits. Et c'est d'autant plus vrai au sujet des enfants de moins de six ans. La capacité du jeune enfant à émettre des avis et exprimer son ressenti, malgré qu'elle ait été prouvée par la psychanalyse et les neurosciences, est encore difficilement acceptée par la société (Myers, 2000, dans Evans, Illfeld et Myers, 2000).

Je me suis toujours intéressée au sort des « tout-petits » : ils me fascinent. C'est une période de la vie où l'être humain apprend et découvre le plus de choses. Le choix de mon sujet a été guidé par ce sentiment que les jeunes enfants ne sont pas considérés à leur juste valeur. On peut aisément constater que les petits à cet âge-là émerveillent et parfois inquiètent. On est souvent surpris par leurs comportements déroutants. Pourtant, on essaie rarement de se mettre à la place d'un jeune enfant, comme si ce dernier était incapable d'éprouver des sentiments ou de penser.

Mon intérêt personnel trouve un écho dans l'Observation Générale du Comité des droits de l'enfant (OG n°7, 2005, *Mise en œuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance*) qui souhaite

Inciter à considérer les jeunes enfants dès le début de leur vie comme des membres de la société ayant des intérêts, des capacités et des vulnérabilités

spécifiques et à reconnaître qu'ils ont besoin d'être protégés, conseillés et soutenus pour exercer leurs droits. (II, 2.c.)

Les politiques publiques sont confrontées aux enjeux sous-entendus dans cette recommandation. Ils doivent jongler entre l'émancipation des jeunes enfants et leur protection, tout en leur laissant une place de choix dans les débats politiques. Ainsi, en 2009, le Comité des droits de l'enfant (ci-après : le Comité) rappelle à l'Etat français dans ses Observations finales, des rapports périodiques 3 et 4 rendus au Comité par la France en 2008, que « Le Comité engage également l'Etat partie à intégrer le concept de l'enfant comme sujet de droits dans tous ses projets, politiques et programmes. » (p. 3).

Ainsi, la question principale de ce travail de recherche traite de la pensée dominante dans la politique de la petite enfance en France :

Quel discours les pouvoirs politiques français entretiennent-ils à l'égard/à l'encontre des jeunes enfants? Protection VS émancipation : le paradoxe français entre innocence et délinquance.

Les différents chapitres qui constituent ce mémoire permettront de répondre à différentes questions de recherche :

- Quelle place est donnée aux jeunes enfants au sein de la société française ?
- Quelle vision de la petite enfance ont les autorités politiques ?
- Les enfants de moins de six ans se voient-ils octroyés les mêmes droits que les autres enfants ?
- Les pouvoirs politiques français résument-ils la petite enfance aux droits-protection ?

L'hypothèse principale que nous établissons, au début de ce travail, est que les pouvoirs politiques français ont une vision protectionniste de ce que doit être la politique en faveur des jeunes enfants.

II- Théorie et méthodologie

Les textes normatifs sur lesquels se base ce travail de recherche sont la Convention des nations unies relative aux droits de l'enfant (1989) et l'Observation Générale n°7 du Comité des droits de l'enfant : « *Mise en œuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance* » (2005).

Parmi les concepts et théories utilisées dans le cadre de ce travail, je me suis appuyée en particulier sur les écoles de pensées développées par Karl Hanson (2008), ainsi que sur l'analyse des capacités évolutives de l'enfant définies à l'article 5 de la CDE (1989) par Lansdown (2005). Notre problématique oppose deux attitudes différentes dans la politique de la petite enfance, basée davantage, soit sur la protection soit sur l'émancipation des jeunes enfants. Tout au long du mémoire ces concepts et théories nous permettront de répondre à notre question principale, quant à la pensée dominante qui s'applique en France à la petite enfance.

Définition de la petite enfance

La Convention des nations unies relative aux droits de l'enfant (CDE, 1989) stipule dans son Article premier : « *Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable.* ».

Comme le précise le Comité des Droits de l'Enfant (ci-après : le Comité) dans son Observation Générale n°7 (OG n°7, 2005), la définition de l'enfance varie selon les pays et les régions du monde. Elle diffère selon les cultures, au regard des valeurs qui y sont prônées. Ainsi le comité de rédaction de la CDE a tenté de créer une définition qui soit la plus universelle possible afin de prendre en compte les différents systèmes de valeurs des pays signataires, qui sont au nombre de 193. Nous pouvons donc bien imaginer les difficultés rencontrées au moment de s'entendre sur les limites de l'enfance.

Cette définition de l'enfance soulève de nombreux débats. « *En amont, quand devient-on un enfant ; en aval quand sort-on de l'enfance ; et le fait-on d'un bloc ou par étapes ?* » (Cresson, 2011, p. 54). Ainsi, qu'en est-il du statut de l'embryon ? Ou bien encore de la situation des mineurs non-accompagnés (MNA) qui une fois

passé dix-huit ans ne reçoivent plus aucune assistance en raison de leur passage à la majorité civile.

Ce travail en lien avec la petite enfance souhaite se baser sur une définition claire et consensuelle. Le Comité précise dans son OG n°7 (2005) que la petite enfance commence avec la naissance pour se terminer avec l'entrée à l'école obligatoire. Il demande aux Etats parties de respecter la définition de la petite enfance comme étant « *la tranche d'âge comprise entre la naissance et 8 ans* », les systèmes scolaires accueillant les enfants à des âges très différents d'un pays à l'autre. L'Assemblée Générale des nations unies a déclaré en 2010 que « *la petite enfance s'étend de toutes les étapes de la vie d'un jeune enfant comprises entre la naissance et la scolarisation.* » (p. 9). En France, l'école obligatoire est fixée à 6 ans. L'entrée à l'école primaire est une étape importante de la construction de l'enfant et de son développement en tant qu'être humain et citoyen. C'est pourquoi notre étude se situera dans la tranche d'âge de 0 à 6 ans.

Protection VS émancipation : les différentes écoles de pensée en droits de l'enfant

Plusieurs écoles de pensée en droits de l'enfant ont été développées par Karl Hanson (2008). Il met en avant deux images principales de l'enfance : « becoming child », l'enfant en devenir ; ou « being child », l'enfant présent. Les quatre courants de pensée, qui sont le courant « paternaliste », le courant « bien-être », le courant « émancipation » et enfin le courant « libération », défendent des visions différentes des droits de l'enfant. Ainsi, certains penseurs et activistes mettent en avant les « droits-protection » et la qualité de « petit » être qui doit être protégé par les adultes. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) se situe davantage dans le mouvement « bien-être » qui reconnaît à l'enfant des droits à des prestations et à la participation avec l'aide des adultes. Le courant « émancipation » met en avant les droits participatifs des enfants et leurs capacités, leurs détracteurs supportant la charge de la preuve de leur incapacité. Le mouvement « libération », quant à lui prend le parti de droits égaux, à ceux des adultes. Ainsi, il défend le droit de vote ou le droit au travail des enfants, dans le but de leur autonomisation et de leur émancipation des adultes.

En France, le courant « paternaliste » et les droits-protection sont encore très présents. On peut l'observer, notamment, dans la jurisprudence de ces dix dernières années. Ainsi, sur le site internet de l'AHJUCAF (Associations des Hautes Juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français), Françoise Agnoux commente la CDE (1989) :

On estime qu'il ne faut pas aller trop loin dans l'idée que l'enfant est sujet et non objet de droit, avec le souci de ne pas responsabiliser trop tôt un enfant en le faisant sortir de son statut d'enfant à protéger. (2009, III., B., para. 9)

La CDE (1989) a marqué une étape importante dans la considération des enfants comme personnes à part entière. Elle déclencha également bon nombre de débats sur la relation à l'enfant (Renaut, 2002). La difficulté encore aujourd'hui pour les pouvoirs politiques et les adultes au contact de jeunes enfants est de trouver ce juste équilibre entre les droits-protection et les droits-libertés. « *Quels principes directeurs peut-on appliquer pour trouver un équilibre entre le risque de sous- et de surprotection ?* » (Lansdown, 2005, p. 15). C'est toute la difficulté pour les parents, notamment, qui sont les premiers acteurs et accompagnateurs de la socialisation des enfants (Marie Derain, 2012).

Les capacités évolutives de l'enfant

L'article 5 de la Convention (1989) évoque l'autonomie progressive qui doit être accordée aux enfants par leurs responsables légaux et facilitée par les Etats parties, d'une manière « *qui corresponde au développement de ses capacités* ». Lansdown (2005), dans un ouvrage qui analyse les capacités évolutives de l'enfant, précise que la CDE (1989) tient en réalité compte de degrés de protection et d'émancipation. Ainsi, selon les contextes et les décisions à prendre, les enfants nécessitent différents degrés de participation et d'autonomie. Les adultes doivent accompagner les enfants dans ce processus afin d'œuvrer pour le bon développement de l'enfant.

L'intériorisation du concept de « capacités évolutives » permet une approche plus respectueuse de l'enfant (Woodhead, 2005). L'enfant acteur de sa vie, acteur social, en interaction avec son environnement dès sa naissance offre une vision nouvelle et respectueuse de l'enfant en tant que personne et sujet de droits. De

cette manière les droits participatifs des enfants sont envisagés. L'image de l'enfant, « petit » être à protéger, entrave le développement de l'enfant en tant qu'acteur, sujet de droits. Lui conférer des droits participatifs c'est lui permettre d'accéder au statut de citoyen.

Le débat sur les compétences des enfants tel que l'amène Hanson (2008) soulève la problématique de la participation des enfants au quotidien et dans le processus de décision, tout d'abord pour les questions qui les concernent. Le chercheur belge, qui cite Jaffé et Rey Wicky (1996), arrive à la conclusion que les capacités des enfants à participer au processus de décision dépend largement de la volonté des adultes qui les entourent. Lansdown (2005) évoque également « *le déni des capacités des enfants* » (p. 14). Les adultes ont tendance à évaluer les capacités des enfants par rapport à leurs propres normes et système de valeurs. Cet adultocentrisme peut être préjudiciable aux enfants qui sont considérés plutôt comme des incapables en raison de leur âge et de leur immaturité.

Le Comité dans son OG n°7 précise que les jeunes enfants « *sont relativement désarmés quand il s'agit d'éviter les difficultés ou de les affronter ; enfin, ils dépendent d'autres personnes qui seules peuvent leur offrir une protection et préserver leurs intérêts* » (p. 18, 2005). Ces débats sur les capacités évolutives et les compétences des enfants s'appliquent d'autant plus aux jeunes enfants qui sont par définition même, « petits ».

Récolte et analyse de données

J'ai fait le choix d'analyser quinze documents en lien avec la politique de la petite enfance, au regard d'une grille d'analyse, établie au préalable selon les écoles de pensée en droits de l'enfant (Hanson, 2008).⁴ J'ai choisi parmi mes lectures les textes qui traitent principalement de la politique en faveur de la petite enfance⁵, de la

⁴ J'ai également trouvé intéressant de consulter les projets politiques des six partis en lice pour la présidentielle de 2012, qui sont crédités de la majorité des voix dans les sondages. Cependant, je n'utiliserai pas ces données en provenance des programmes des courants politiques car la recherche se porte essentiellement sur la politique menée actuellement en faveur de la petite enfance. Toutefois, cette analyse a été utile afin de déterminer si clivages politiques il y a, lorsque l'on traite des droits de l'enfant dans la petite enfance.

⁵Code de la santé publique ; Guide pratique des parents : mon enfant à l'école maternelle (2011) ; communication du Ministère des Affaires étrangères (2007) ; Plan petite enfance (2006)

protection de l'enfance⁶, des droits de l'enfant⁷ ou encore de la prévention et du dépistage précoce des jeunes enfants⁸. Il n'existe pas de document spécifique traitant de la politique de la petite enfance et tous ses aspects. Les textes choisis permettent de croiser les informations afin d'avoir des éléments de réponse pour tous les domaines concernant la politique en faveur de la petite enfance. Les documents analysés sont les principaux textes utilisés dans le cadre de ces politiques.

La grille d'analyse s'établit comme suit :

- L'image de l'enfance qui ressort du document
- Les capacités que l'on reconnaît à l'enfant de moins de six ans
- Les droits accordés aux enfants de moins de six ans
- Le dilemme de la différence ou le fait d'accorder des droits spéciaux/des droits égaux aux jeunes enfants
- Le développement optimal du jeune enfant
- Les mesures de prévention

Afin d'étayer l'analyse nous l'agrémenterons des théories et concepts relevés dans la littérature et des réponses aux entretiens semi-directifs réalisés auprès d'acteurs de la politique de la petite enfance.

J'ai interrogé de visu ou par téléphone des personnalités liées à cette question des jeunes enfants, qu'elles soient chargées de la mise en œuvre des politiques publiques, simples exécutantes, ou responsables d'institutions et de collectifs, qui agissent comme des contre-pouvoirs.

⁶Loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ; Loi n° 2010-121 du 8 février 2010 sur l'inceste ; Loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants ; Loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance

⁷Rapport n°2832 fait au nom de la Mission d'Information sur la famille et les Droits des Enfants (2006) ; Code Civil ; Rapports périodiques 3 et 4 de la France au Comité (2008)

⁸ Loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ; Circulaire interministérielle du 8 juillet 2011 sur les « *Orientations pour la prévention de la délinquance* » ; Rapport Bénisti (2004) ; Rapport de l'Inserm (2005) ; Rapport de Bockel (2010)

Les personnes qui ont gentiment accepté de répondre à mes questions sont :

- Claire Brisset : ancienne Défenseure des enfants de 2000 à 2006, actuelle Médiatrice de la ville de Paris
- Marie-Laure Coulon Nguyen : directrice adjointe de la Direction de la Solidarité et de la Famille du Conseil Général de la Vendée
- Marie Derain : Défenseure des enfants, Adjointe et Vice-Présidente du collège chargé de la défense et de la promotion des droits de l'enfant du Défenseur des droits
- Sandrine Blanchet : auxiliaire de puériculture, en formation (VAE) pour devenir éducatrice de jeunes enfants
- Thierry Vasse : Inspecteur de l'Education Nationale, Enseignement Pré-élémentaire et Politiques Educatives Territoriales, Inspection Académique de la Vendée
- Yvonne Coinçon : pédopsychiatre, Collectif *Pas de 0 de conduite*.

Les questions furent élaborées dans le but de cerner l'image de l'enfance et la vision des intervenants sur la politique de la petite enfance et le discours des autorités à l'encontre/à l'égard des jeunes enfants. Dans un souci d'impartialité, les questions sont assez vastes afin de ne pas suggérer de réponse type aux personnes interviewées. Les questions se basent également sur les points principaux qui sont ressortis de l'analyse des documents et de la littérature. Ce lien établi avec les questions permet de confirmer ou infirmer les éléments trouvés grâce à l'analyse des textes choisis.⁹

Les personnes interrogées ont, tout d'abord, été contactées par mail. Ce courriel expliquait ma démarche, le master suivi, sans pour autant aborder la problématique de recherche. Il était pour moi important de ne pas en dire trop sur le sujet traité afin de récolter un maximum de réponses non biaisées. Les questionnaires ont été envoyés à l'avance, à la demande des interviewés, excepté pour Sandrine Blanchet. Cependant, même si ce sont des questions d'opinions, les résultats

⁹ Voir Annexe 1. *Trame du questionnaire semi-directif*, p. 64

peuvent être biaisés car les personnes ont eu le temps de réfléchir à leurs réponses. Toutefois, ces apports extérieurs sont essentiels pour étayer notre analyse de la pensée dominante de la politique de la petite enfance.

Toutes les personnes qui ont accepté d'être interrogées recevront une copie du travail final. Nombreux furent ceux qui ont demandé à pouvoir lire le mémoire, une fois terminé. J'ai été agréablement surprise du nombre de réponses favorables reçues suite à mes demandes d'entretien. J'ai contacté une dizaine de personnes et sept ont effectivement pris le temps de me répondre.

Ces interviews nous permettent d'avoir un autre regard sur les mesures mises en place. Il est intéressant de connaître l'opinion d'acteurs de cette politique qui peuvent être à contre-courant de la vision principale développée par les pouvoirs politiques qui élaborent les différents axes de l'action.¹⁰

Interdisciplinarité

La politique de la petite enfance, tout comme les droits de l'enfant font appel à plusieurs disciplines. Pour approcher au plus près la pensée dominante de la politique en faveur de la petite enfance, il est nécessaire d'associer des champs de recherche tels que la sociologie, la psychologie, le droit ou encore les sciences politiques. *« La façon dont les sciences humaines sont convoquées pour énoncer leurs interprétations de ces évolutions doit faire peser les risques éthiques et politiques qu'elles encourent à être érigées en gardiennes de la norme. »* (Neyrant et Dugnat, 2006, p. 16). L'interdisciplinarité et la transdisciplinarité sont essentielles pour traiter des sujets complexes sans s'enfermer dans un mode de pensée. L'interaction entre les différentes disciplines permet d'arriver à une analyse plus approfondie et à des conclusions plus complètes quant à notre problématique sur la pensée dominante dans la politique de la petite enfance en France.

¹⁰ J'ai été en contact avec l'attachée de presse de La Ministre des Solidarités et de la Cohésion Sociale, Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Celle-ci a transmis ma demande à la Ministre en charge des mesures en faveur de la petite enfance et des politiques familiales. Nous devions organiser un entretien téléphonique malgré son emploi du temps très chargé. Au final, en raison de la période pré-électorale, la Ministre n'a pas souhaité participer à cette recherche.

III- Politique petite enfance et politique sécuritaire

Dans ce chapitre, nous tenterons de comprendre le lien entre politique de la petite enfance et politique de prévention de la délinquance. Dans la première partie, nous étudierons la politique en faveur de la petite enfance et les dimensions qui sont privilégiées en France. Cette partie nous permettra de répondre à la question sur la place accordée aux jeunes enfants, par les pouvoirs politiques. Dans un deuxième temps, nous verrons comment et pourquoi les autorités associent mesures de protection de l'enfance et contrôle social. Quelle vision ceux qui gouvernent le pays ont des jeunes enfants et quelles mesures priment alors ?

1. La politique de la petite enfance en France

Les politiques publiques et notamment les politiques en faveur de la petite enfance font partie des « bio-politiques », concept développé par Donzelot (1977). Ce terme englobe toutes les mesures et politiques qui « *vont investir le corps, la santé, les façons de se nourrir et de se loger, les conditions de vie, l'espace tout entier de l'existence à partir du XVIIIème siècle, dans les pays européens.* » (p.12). Ces évolutions dans la prise en charge des dimensions de la vie des citoyens concernent aussi les politiques familiales et les politiques en faveur des jeunes enfants. La signature du traité international, qui institue les droits de l'enfant, constitue un point important dans ces évolutions des conditions de vie des jeunes citoyens. De par la ratification du traité international sur les droits de l'enfant, les Etats parties sont tenus de mettre en place un certain nombre de mesures et politiques dans le but d'appliquer les droits établis par la Convention. Ces droits qui y sont institués, le sont également pour les jeunes enfants.

Cette section du travail de recherche tentera de répondre à la question de la place qu'occupent les jeunes enfants dans la société française. La situation des jeunes enfants est liée aux dimensions de la politique en faveur de la petite enfance qui y sont privilégiées. La décentralisation et ses conséquences sur les plus jeunes est aussi un élément important de la politique entreprise.

Enfants de moins de 6 ans : difficile de se faire une place au soleil

Kofi Annan (2001), dans les avant-propos du rapport de l'UNICEF, assure que les événements qui ont lieu durant la petite enfance, et notamment avant 3 ans, influencent considérablement le développement de l'enfant. Pour la Bernard Van Leer Foundation (2006), organisation internationale spécialisée dans la politique de la petite enfance, les premières années de la vie (avant 6 ans) sont décisives dans le développement de l'individu. Ces premières années sont celles qui connaissent les plus importants et les plus rapides changements dans la vie d'un être humain.

Le Comité (2005) déplore que les Etats parties ne remplissent pas leur contrat lorsqu'il s'agit des droits des jeunes enfants. Ils « *n'accordent pas une place suffisante aux jeunes enfants en tant que titulaires de droits ni aux lois, politiques et programmes permettant de réaliser ces droits pendant cette période bien spécifique de l'enfance.* » (p. 2). Le Comité recommande vivement aux Etats signataires de mettre en place un programme « *constructif* » (p. 3) de promotion et de protection des droits des jeunes enfants au niveau national.

Les pouvoirs politiques adoptent un comportement particulier face aux jeunes enfants. Ils réfléchissent davantage en termes de satisfaction des besoins des familles, et principalement des parents. C'est ce que nous allons développer dans le paragraphe suivant.

Quelles dimensions de la politique en faveur de la petite enfance sont privilégiées ?

La politique de la petite enfance regroupe de nombreuses dimensions, dont celles citées par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), telles que l'éducation et l'accueil des jeunes enfants, la politique de l'emploi et en particulier l'emploi des femmes, l'égalité des chances, la pauvreté et la santé des enfants, le développement économique ou encore la protection sociale (2006). Les grandes absentes du débat restant les mesures en faveur des droits culturels ou de la participation des enfants. L'analyse du discours politique démontre que l'essentiel des programmes en faveur de la petite enfance se concentrent sur l'accueil des jeunes enfants, afin de permettre à leurs parents d'avoir une activité professionnelle. Ils mettent en avant les allocations familiales,

prestations réservées aux familles. La santé infantile, régie par la Protection Maternelle et Infantile (PMI), est également une dimension importante de cette politique française en faveur des jeunes enfants.

L'Observatoire national de la petite enfance, piloté par la Caisse nationale des Allocations Familiales (CNAF), publie chaque année un recueil de données statistiques sur les principales dimensions de la politique en faveur de la petite enfance. Selon la CNAF, les « axes majeurs » de la politique en faveur des jeunes enfants sont « *la vie familiale et la vie professionnelle* » (2010, p. 3). Marie Derain, et Thierry Vasse (2012) interrogés à ce sujet, rappellent que la majorité des mesures de la politique de la petite enfance prises ces dix dernières années l'ont été plutôt en faveur des familles. Thierry Vasse (2012) donne l'exemple des crèches à horaires atypiques : « *C'est bien pour les parents qu'ils puissent faire garder leur enfant à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, mais quel profit l'enfant peut-il tirer d'être là, ailleurs que dans son lit ?* » On peut constater qu'il est clairement établi que l'accueil des jeunes enfants est une priorité de la politique en faveur de la petite enfance car il permet d'y intégrer la politique familiale et la politique de l'emploi.

L'accueil des jeunes enfants : un enjeu politique important

L'accueil des jeunes enfants est un enjeu politique prédominant, en France, où la natalité ne cesse d'augmenter et où le taux d'activité des femmes est important. Les politiques en ont bien conscience, c'est pourquoi ils ont développé un des systèmes d'accueil les plus efficaces en Europe comme le démontre un rapport publié par la Commission européenne (2008).¹¹ Jeanne Fagnani (2006) postule, d'ailleurs, que l'augmentation de l'activité des femmes et dans le même temps l'augmentation du taux de fécondité, est, entre autres, le résultat de la mise en place depuis les années soixante-dix « *d'une politique familiale qui a progressivement intégré le modèle de « la mère qui travaille ».* » (p. 133). Yvonne Coinçon (2012), signale, en réponse à mes questions sur les dimensions de la politique de la petite enfance, que la politique de la natalité et le soutien aux familles, parmi lesquels des aides financières et des modes de garde, ont encouragé les familles à faire davantage d'enfants.

¹¹ Selon ce rapport, la France se retrouve parmi les 10 pays ayant dépassé les objectifs fixés par Barcelone (2000) concernant le taux de couverture en terme de structures d'accueil.

L'Etat français perçoit le travail des deux parents comme un moyen de bien-être matériel et de bien-être relationnel, qui favorise le développement de l'enfant, entre autres, parce qu'il oblige les parents à trouver une solution d'accueil, socialisatrice pour l'enfant (Rapports périodiques 3 et 4, 2008). Les établissements d'accueil sont reconnus comme des lieux d'épanouissement et de socialisation de l'enfant (Marie Derain, 2012).

En 2006, Philippe Bas, alors Ministre délégué à la Sécurité Sociale, aux Personnes âgées, aux Personnes handicapées et à la Famille, justifiait l'utilité d'un Plan Petite Enfance par le fait « *que les parents d'enfants de moins de 3 ans doivent pouvoir disposer d'une solution de garde qui réponde à leurs souhaits (...)* » (p. 3). Les mesures prises sur 5 ans sont détaillées dans le document de présentation du Plan. Elles concernent essentiellement l'augmentation du nombre de structures, l'information aux familles sur les modes de garde, la formation du personnel ou encore le congé maternité. Rien n'est entrepris en faveur de la promotion des droits des jeunes enfants en tant que citoyens français, et encore moins pour les droits participatifs des moins de six ans. Ces mesures représentent davantage des programmes en faveur de l'emploi et notamment de l'emploi des femmes, qui traditionnellement stoppent toute activité professionnelle à la naissance d'un enfant.

Absence de coordination globale

Dans ces Observations Finales (OF, 2009) à la France, le Comité des droits de l'enfant se dit préoccupé par le manque de coordination entre les différents services œuvrant en faveur de l'enfance au niveau national. Il déplore l'inefficacité des méthodes d'évaluation et de récolte des données des différents programmes, ainsi que l'absence de commission parlementaire sur les droits de l'enfant.

La décentralisation en œuvre depuis 1982 ne permet pas une coordination efficiente entre les différents acteurs participant à la mise en application de la CDE (1989). La loi du 5 mars 2007 a tenté de combler ces lacunes mais les dispositions inscrites dans cette nouvelle loi ne sont pas réellement mises en place (CRC, 2009). Le dispositif n'est pas harmonisé en ce qui concerne la collecte des données et l'établissement d'objectifs nationaux qui guident les projets au niveau départemental. L'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS, 2008) met le doigt sur les inégalités entre les différentes collectivités territoriales qui sont en charge de ces politiques. Afin de

parer aux problèmes de coordination, la défenseure des enfants, Claire Brisset, proposait, en 2004, que l'institution indépendante de défense et de promotion des droits de l'enfant soit investie d'une telle mission de rassemblement, dans le but d'impulser des objectifs et mesures qui soient harmonisés au niveau national. En 2011¹², le Gouvernement a supprimé l'institution indépendante de la Défenseure des enfants.

Il n'existe à ce jour aucun lieu de réflexion, d'impulsion des politiques, de coordination (...) Du coup la question même de l'enfance est morcelée et l'enfant, en tant que sujet, n'est pas considéré dans sa globalité. (Ben Soussan, 2011, p. 57-58)

L'enfant dans sa globalité est occulté, or les droits de l'enfant prônés par la CDE sont indissociables et indivisibles. Leur interdépendance est une caractéristique importante de ce traité qui permet aux enfants de revendiquer des droits politiques, économiques, sociaux et culturels (UNICEF, 2011). Cependant, l'organisation morcelée de la politique de la petite enfance en France va à l'encontre de ce principe d'indivisibilité. Il n'y a pas réellement de politique spécifique à la petite enfance. Les programmes concernent l'enfance en général et considèrent que cette période peut être traitée en un seul bloc de 0 à 18 ans (Thierry Vasse, 2012). Les Etats généraux pour l'enfance déclaraient en 2010 que « *trop de décisions, de lois, de dispositifs sont mis en place en dehors de toute concertation et même de toute information.* » (p. 12). La politique en faveur de la petite enfance est la représentation même d'une approche descendante (« top-down »), qui s'impose aux bénéficiaires sans consultations préalables ni des enfants, ni même de leurs parents.

L'école maternelle, mesure phare, dans la tourmente

L'école maternelle est une dimension importante de la politique en faveur de la petite enfance. En 2010-2011, 2,4 millions d'enfants âgés de 3 à 5 ans étaient

¹² Le Défenseur des droits a été institué par la loi du 29 mars 2011, mais des projets avaient déjà été déposés en 2009 et l'institution avait été créée par une réforme constitutionnelle en 2008.

scolarisés.¹³ Cette spécificité française a souvent été au cœur de débats, notamment sur le bien-fondé de la scolarisation précoce pour les enfants de 2 ans. Claire Brisset (2003/2012), en tant que Défenseuse des enfants, a, régulièrement, mis en garde contre cette pratique qui ne respecte pas le rythme de l'enfant et ses besoins. Elle assure que l'école trop jeune est dangereuse pour l'attachement de ces enfants à un âge où ils ont besoin du contact avec les adultes pour construire leur personnalité. L'école maternelle leur impose des rythmes collectifs pour les repas, le sommeil ou encore les besoins, qui sont à l'origine de stress chez les enfants. Une étude lancée en 1997 au Royaume-Uni, *Effective Provision of Pre-school Education Project*, a démontré que l'éducation préscolaire chez les enfants de 3 et 4 ans améliorait les capacités cognitives et sociales. Mais cette éducation préscolaire est également à l'origine de comportements antisociaux pour les enfants ayant bénéficiés d'une garde collective à/avant deux ans. Aujourd'hui, Claire Brisset (2012) regrette que les pouvoirs publics aient suivi ses recommandations, non pas dans l'optique de respecter le développement individuel de l'enfant, mais pour réduire les coûts liés à cet accueil.

Selon le Syndicat National des instituteurs, professeurs des écoles et professeurs d'enseignement général de collège affilié à la Fédération Syndical Unitaire (SNUipp-FSU, 2010), l'école est souvent la première victime des coupes budgétaires. Les pouvoirs politiques sous-estiment le rôle de l'école maternelle dans l'éducation des jeunes enfants. D'où la remarque du Ministre de l'Education, Xavier Darcos en 2008, à propos de l'école maternelle : « *Est-ce qu'il est vraiment logique que nous fassions passer des concours bac+5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ?* ». Il justifie ainsi son objectif de réduction du nombre d'enseignants en première section de maternelle.

L'école maternelle est aussi vue par les pouvoirs politiques comme un outil de contrôle social. Elle doit transmettre aux jeunes enfants les valeurs républicaines, notamment celles du mérite et du travail, afin qu'ils deviennent « de bons petits citoyens français ». Le Président de la République, le 5 mai 2010, dans son discours consacré à l'action de l'Etat contre les violences et l'absentéisme scolaires, insistait

¹³ Statistiques de l'éducation nationale, disponibles seulement pour l'année précédant l'année scolaire en cours

sur le fait que « l'école doit demeurer le creuset où se forge non seulement le futur citoyen mais où le sujet humain intègre dès le plus jeune âge la notion de règle. » (Cité par Bockel, 2010, p. 9).

Comme nous avons pu le voir les politiques familiale et de l'emploi sont favorisées par les mesures en faveur des jeunes enfants. L'Etat mise sur l'accueil des « tout-petits », avant tout afin de permettre aux parents de pouvoir concilier leur activité professionnelle et leur vie de famille. Les politiques de ce pays résument, selon notre analyse, la politique en faveur de la petite enfance en termes d'accueil. Les droits des jeunes enfants dans leur intégralité et leur statut de citoyen à part entière ne sont pas intégrés par les pouvoirs politiques. Les mesures en faveur de la petite enfance sont, également, au service du contrôle social, comme nous avons pu le voir avec l'école maternelle.

2. Politique sécuritaire et contrôle social : « Plus encore l'enfant est à contraindre ! »¹⁴

Tout au long de ce travail de recherche, la relation entre politique de la petite enfance et contrôle social est prédominante. Dans les documents et les interventions du gouvernement l'enfance en danger est souvent opposée à l'enfance dangereuse. La déviance et la délinquance des plus jeunes est une obsession des pouvoirs politiques.

Le terme « déviant » dans l'encyclopédie *linternaute*¹⁵, est défini selon « qui s'écarte des normes sociales ». La définition de la « déviance » établie par le dictionnaire du site internet *psychologies.com* (2012) m'inspire, car elle reflète entièrement ce qui va être traité dans cette partie du mémoire :

¹⁴ Ben Soussan, 2011, p. 10

¹⁵ Benchmark Group. (2012). *Linternaute Encyclopédie : définition déviant*. Récupéré le 28 février 2012 sur le site internet de l'encyclopédie : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/deviant/>.

(...) la déviance s'applique à une manière d'être, de penser ou de se conduire qui s'écarte des standards sociaux, moraux ou culturels régissant une collectivité. (...) elle suscite généralement une réaction de malaise ou d'agressivité, et le groupe dont on a divergé s'efforce, par des moyens médicaux, sociaux ou judiciaires, de la neutraliser, de la contrôler ou de l'intégrer.

Par tous les moyens, les autorités tentent d'enrayer ce phénomène de délinquance juvénile « grandissante », d'où ces mesures de dépistage précoce auprès des jeunes enfants. Nous expliquerons également dans cette section comment le gouvernement associe politique sécuritaire, politique de l'immigration et politique de l'enfance.

La science au service du discours politique

Le discours à l'égard des enfants s'est peu à peu agrémenté de références scientifiques. « *La science ne s'est pas mise au service de l'enfant. Elle s'est mise au service de l'ordre établi, de l'instruction publique, de la police.* » (Dolto, 1985, p. 125). Les pouvoirs politiques s'appuient ces dernières années sur des rapports d'expertises et des arguments scientifiques afin de soutenir la politique sécuritaire qui vise à étendre la prévention contre la délinquance dès le plus jeune âge (Yvonne Coinçon, 2012). Le contrôle des enfants très jeunes permet de s'immiscer au cœur des familles et d'y mener une politique de surveillance. Laurence Gavarini (2006) explique que la politique familiale a muté vers une politique basée sur les facteurs de risque afin de contrôler la population indirectement et de ce fait, plus discrètement.

C'est ainsi, que, depuis 2004, de nombreux rapports sur la délinquance des mineurs proposent le dépistage précoce, dès le plus jeune âge, 36 mois, dans le but d'enrayer une délinquance « grandissante », qui concerne, selon les politiques au pouvoir, des enfants de plus en plus jeunes. « **Tout le monde** s'accorde à dire que si les remèdes ne sont pas appliqués à ce moment précis du comportement déviant de l'enfant, cette dérive ne cessera de s'accroître. » (Bénisti, 2004, p. 8). Dans le rapport, cette affirmation semble quelque peu arbitraire car il ne présente aucun chiffre ou démonstration de ce consensus trouvé autour de la question du dépistage

précoce. Pour prévenir la délinquance, Bénisti (2004) préconise également que les mères d'origine étrangère ne s'expriment avec leur enfant qu'en langue française. Quel lien scientifique a-t-il établi entre la délinquance et le fait de ne pas parler français à la maison ?

Le rapport de l'Inserm (2005), quant à lui, établit une liste de troubles du comportement à repérer chez les jeunes enfants et qui permettent de détecter les « potentiels délinquants ». Ce processus est extrêmement dangereux et préjudiciable pour l'enfant car dès son plus jeune âge, il est étiqueté et cela le suivra tout au long de sa scolarité. Des critères stricts sont établis par l'Inserm : « *Indocilité, faible contrôle émotionnel, non-conformisme, hétéroagressivité* » (2005, p. 138). Ce sont des traits de caractère et des comportements qui sont représentatifs d'enfants à remettre dans le « droit chemin », selon les experts.

Le trouble des conduites s'exprime chez l'enfant et l'adolescent par une palette de comportements très divers qui vont des crises de colère et de désobéissance répétées de l'enfant difficile aux agressions graves comme le viol, les coups et blessures et le vol du délinquant. (Inserm, 2005, p. 7/436)

De nombreux enfants peuvent alors facilement être qualifiés de « futurs délinquants » puisqu'à cette âge-là les enfants désobéissent, font des caprices ou piquent de grosses colères. Cela fait partie de leur développement normal. Comment alors stigmatiser des enfants sous prétexte qu'ils désobéissent ? Comment déterminer dans la petite enfance que tel ou tel enfant va devenir un délinquant ? Rien n'est jamais sûr, les événements agissent sur le parcours de vie, tout comme les environnements sociaux, familiaux ou encore les expériences personnelles. Cette expertise oublie le caractère relationnel de certains troubles ainsi que le fait que des comportements sont particulièrement imputables aux différentes étapes du développement de l'enfant sans pour autant être qualifié de trouble (Thierry Vasse, 2012). Les enfants lorsqu'ils grandissent font des expériences, ils découvrent le monde qui les entoure et de ce fait n'agissent pas exactement comme les adultes le souhaiteraient.

Le collectif *Pas de déconduite* (2010), dont la démarche a été saluée par le Comité consultatif national d'éthique en 2007, suite à sa pétition pour faire reculer le projet de loi sur le dépistage précoce, estime que les pouvoirs politiques français stigmatisent les populations les plus fragiles et en situation précaire afin de leur faire porter la responsabilité des problèmes de société. De nouveau, en 2010, Ruetsch, missionné par le Président de la République, propose dans son rapport de « *mettre en œuvre un programme d'acquisition d'« habiletés sociales » dans les écoles maternelles.* » (p. 92). En s'inspirant de ce qui se fait au Canada, il suggère de tels programmes afin d'inculquer des règles de vie en société dès le plus jeune âge. Selon lui, l'acquisition d'« *habiletés sociales* » permettrait d'agir préventivement sur les comportements violents avec comme résultat des enfants qui ne tomberaient plus dans la délinquance à l'adolescence. Jean-Pierre Rosenczveig, vice-président du tribunal de grande instance de Bobigny, estime que l'école est le lieu idéal pour le repérage des enfants en difficultés. La mission dirigée par Bockel (2010) en tire alors ses conclusions : l'école doit jouer le rôle de « *passerelle privilégiée entre la protection de l'enfance et la prévention de la délinquance* » (p. 42). Rosenczveig étant un défenseur des droits de l'enfant reconnu, permet à Bockel d'acquérir une certaine légitimité.

Le Premier Ministre ou le Président de la République lorsqu'ils commandent des rapports savent à qui s'adresser afin d'obtenir une expertise qui appuie leurs décisions politiques. « *Le caractère exemplaire de la collusion qui tente de s'effectuer entre un certain savoir scientifique et certaines visées politiques nous invite à rappeler brièvement l'importance stratégique d'une telle démarche au plan de la gestion sociale.* » (Neyrant et Dugnat, 2006, p. 9). Ces rapports sont instrumentalisés au profit d'une politique sécuritaire drastique.

Avant tout se protéger des enfants et des migrants

Ben Soussan (2011) dénonce le discours politique à l'encontre des enfants qui débouche sur des mesures sécuritaires et de contrôle social. « *Il faut protéger les enfants des adultes qu'ils deviendront, des autres enfants, plus grands ou de leur âge, il faut protéger les enfants de tout, de tous et d'abord d'eux-mêmes.* » (p. 67). Les pouvoirs créent donc des dispositifs de contrôle des mineurs afin de protéger les enfants mais surtout de protéger les adultes des enfants. Le discours politique cherche à instituer cette peur de l'autre et cette crainte de la jeunesse. Ainsi, les

politiciens jonglent avec les chiffres de la délinquance pour prouver, comme ils l'avancent, que les auteurs de troubles sont, soit des jeunes, soit des étrangers, et pire, les deux à la fois. Mucchielli (2010) nous interpelle sur l'interprétation qui peut être faite des données statistiques et notamment celles concernant la délinquance juvénile. Ainsi, selon lui, même si les chiffres font ressortir une augmentation de la délinquance chez les jeunes, elle n'est pas représentative d'un phénomène d'accroissement de la délinquance chez ces derniers. En effet, la part des jeunes délinquants dans la population totale n'est pas plus importante, elle est due à *« l'augmentation générale du nombre de personnes renvoyées devant la justice »* (Mucchielli, 2010, p. 89). Marie Derain (2012) pense que la délinquance juvénile n'a pas augmenté en soi, mais que les autorités sont plus sensibles aux moindres écarts. Certains enfants sont envoyés devant le juge pour des « délits » qui n'auraient pas été qualifiés de la sorte avant. De plus, la définition de la délinquance est trop large et imprécise. Elle est susceptible d'être manipulée (Yvonne Coinçon, 2012). Le sociologue Mucchielli nous explique que *« dans sa version à la fois politique et médiatique »* (2010, p. 98), la figure du délinquant juvénile du début du XXI^{ème} siècle est le jeune des cités issu de l'immigration.

« Aux affirmations culturelles et cultuelles parfois ostentatoires dans les quartiers, nous devons être capables symétriquement d'afficher notre propre héritage humaniste et universaliste avec pédagogie et confiance en nos valeurs. » (Bockel, 2010, p. 58). Cette affirmation laisse transparaître une certaine crainte d'être « envahi » par les communautés et notamment les populations d'immigrés qui peuplent ces « quartiers ». L'amalgame est fait entre délinquance et immigration, en cause un système de valeurs différent.

Elise Vincent (2011), journaliste au quotidien Le Monde, révèle une enquête qui met en lumière un nouveau phénomène : les propos racistes dans les discours politiques sont mieux tolérés. Ainsi, dans la population un nombre plus important de personnes accueillent *« favorablement la banalisation des discours racistes, considérés comme la fin d'une hypocrisie »* (para. 9). Le discours sécuritaire des pouvoirs politiques joue pour beaucoup dans cette banalisation des propos racistes. La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) pointe du doigt les *« nombreux débats, annonces et questionnements sur l'identité nationale, la*

déchéance de la nationalité, l'interdiction de la burqa ou la situation des Roms en France. » (Citée par Vincent, 2011).

Pour Jean-Pierre Feutry (2011), directeur du Centre Régional de Formation des Professionnels de la Petite Enfance (CRFPE), la politique nationale de l'immigration s'est radicalisée ce qui entrave l'application de la CDE (1989). Il évoque notamment la situation des Roms en France, stigmatisés par le discours politique. Pourtant, les Roms sont des citoyens de la Communauté européenne, ils bénéficient donc de la libre circulation des hommes. Pour illustrer, le 20 novembre 2009, à l'occasion des 20 ans de la CDE (1989), le Président de la République déclarait que l'objectif de l'organisation d'états généraux pour l'enfance était d' *« améliorer la transmission de l'information préoccupante, prévue par la loi du 5 mars 2007, pour éviter que le nomadisme de certaines familles ne leur permette d'échapper au contrôle et à la surveillance des services sociaux. »*. Les Roms étaient directement visés par cette déclaration, puisqu'ils sont traditionnellement nomades. L'objectif numéro 1 des états généraux pour l'enfance est clairement établi : renforcement du contrôle social pour plus de sécurité.

En France, les mesures de protection de l'enfance sont liées à la prévention contre la délinquance. En effet, le 5 mars 2007 une loi réformant la protection de l'enfance a été accompagnée le même jour d'une loi relative à la prévention de la délinquance. Lier les deux problématiques indique clairement la voie prise par les pouvoirs politiques qui associent facilement enfance en danger et enfance dangereuse. La réforme de la protection de l'enfance accompagnée d'une telle loi sur la prévention de la délinquance est plus qu'un symbole. C'est l'instrumentalisation de mesures en faveur de l'enfance au profit d'un contrôle social et d'une politique sécuritaire décomplexés.

Comme nous avons pu le voir tout au long de ce chapitre, les enfants de moins de six ans ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière. Leur immaturité est un frein à la défense de leurs intérêts mais est extrêmement utile pour les autorités. Plus malléables, les jeunes enfants peuvent être modelés afin de devenir des citoyens exemplaires. Les mesures de contrôle et de dépistage précoce sont développées dans ce sens, au service de la communauté. Les enfants, les jeunes et les migrants semblent être les « coupables » désignés des troubles sociaux, dans cette politique sécuritaire qui se durcit.

IV- La pensée dominante en France à l'égard des jeunes enfants : analyse

Ce chapitre rapporte l'analyse des documents, choisis dans le cadre de ce travail de recherche, au regard d'une grille d'analyse établie selon les écoles de pensée en droits de l'enfant (Hanson, 2008).¹⁶ La première section traite de l'image de l'enfance dominante qui ressort du discours politique. De cette vision de l'enfance découlent les capacités accordées aux jeunes enfants et les droits qui leur sont octroyés. Ces trois éléments se recoupent au quatrième point : le dilemme de la différence (Hanson, 2008). Quelle attitude adoptée face aux jeunes enfants ? Doit-on leur accorder des droits égaux à ceux des adultes ou des droits spéciaux en raison de leur immaturité ?

1. L'image de l'enfance

L'image de l'enfance est intimement liée au statut accordé à l'enfant de moins de six ans dans la société française. Dans cette section, afin d'analyser l'image de l'enfance qui prédomine dans le discours politique, nous étudierons le statut octroyé aux jeunes enfants. Nous verrons également comment les valeurs traditionnelles françaises influent sur le statut de l'enfant et sur l'image qui en découle.

« Une évolution de la représentation et du statut de l'enfant (...) est nécessaire dans la société française et, dans ce domaine, notre marge de progression est grande. »¹⁷

1.1. Le statut du jeune enfant dans la société française contemporaine

« Dualité de statuts »¹⁸

Philippe Ariès (1973) explique qu'à la fin du Moyen Age, le mot « enfant » est très répandu et qu'il désigne l'état de dépendance. En 1970, une loi sur l'autorité

¹⁶ Voir Annexe 3. Grille d'analyse des documents réalisée dans le cadre de la recherche, p.

¹⁷ Rosenczveig, 2006, cité par la Mission parlementaire de l'Assemblée Nationale, 2006

¹⁸ De Singly, 2007, p. 30

parentale donne à la femme les mêmes responsabilités et les mêmes droits à l'encontre des enfants. C'est la fin du « *concept de puissance paternelle* » et de « *la notion de chef de famille* » (Bockel, 2010, p. 11). Les évolutions de société se sont accompagnées de modifications législatives.

Depuis, la famille contemporaine a connu des bouleversements au niveau de sa configuration. Elle est devenue plus démocratique, chaque membre de la famille a vu son statut évolué tout en conservant sa place dans le schéma familial (De Singly, 2004). Les relations entre les adultes et les enfants se sont considérablement transformées. « *Ces évolutions se manifestent par un réagencement des places et des rapports entre les sexes et entre les générations caractérisé par un refus des rapports de domination et d'autorité* » (Gavarini, 2006, p. 103-104). La signature de la CDE (1989) est le résultat de ces évolutions de société. Elle participe de ces modifications profondes des rapports entre les individus au sein de la famille. Les rôles de chacun ne sont plus aussi cloisonnés. La femme et l'enfant deviennent l'égal de l'homme, ce qu'on leur refusait auparavant. Aujourd'hui, l'enfant interagit dans toutes sortes de milieux. Il est acteur de son environnement et n'est plus sous l'entière emprise de la famille qui régissait auparavant toute sa vie. Cependant, le jeune enfant pâtit des représentations sociales calquées sur sa taille. « *La nature sociale de l'enfant dans nos sociétés est d'être double : être « petit » - c'est incontestable – mais aussi être un individu comme les autres méritant d'être traité avec le respect propre à toute personne.* » (De Singly, 2007, p. 30).

Avec l'évolution du statut de l'enfant dans la société, ce dernier a acquis un statut différent également au sein de la cellule familiale. Avec ces transformations statutaires, l'image de l'enfance évolue. Ces bouleversements influent sur les comportements et sont à l'origine du paradoxe entre protection et émancipation.

L'enfant : pilier de la famille contemporaine

Avec la réduction de la mortalité infantile, les familles se sont réduites et les enfants sont devenus plus précieux (Yvonne Coinçon, 2012). L'enfant, à présent, occupe une place d'autant plus importante que c'est sur lui que reposent les liens entre ses parents. Le mariage n'est plus un passage obligé pour réussir sa vie de famille. Les couples accordent plus de crédit à l'arrivée d'un enfant pour officialiser leur amour plutôt qu'aux liens matrimoniaux. La Mission parlementaire d'information sur la

famille et les droits des enfants a recueilli toute sorte de témoignages qui révèlent ce phénomène : *« les enquêtes montrent que lorsque le membre d'une famille vit avec un conjoint hors mariage, il n'est considéré comme appartenant à cette famille qu'à partir de la naissance d'un enfant. »* (Segalen, 2006, p. 42).

De nombreux couples vivent aujourd'hui en concubinage avec un ou plusieurs enfants. Certains veulent s'affranchir des obligations et des contraintes que représente le mariage. Pour d'autres, c'est une institution caduque et obsolète qui mériterait d'être réformée pour correspondre aux nouveaux modes de vie des couples et des familles. L'enfant se retrouve alors être le seul lien pérenne qui soutient la relation. Même en cas de séparation, les parents seront à jamais liés par les devoirs et les responsabilités qu'ils ont envers cet enfant, né de leur rencontre. Les liens parentaux priment sur les liens conjugaux (Fournier, 2007).

Cette place grandissante octroyée à l'enfant au sein de la famille est selon certains à l'origine du concept d'enfant-roi, ces enfants si précieux auxquels on n'ose pas dire non (Thierry Vasse, Yvonne Coinçon, Marie Derain, Claire Brisset, 2012).

L'enfant-Roi

Depuis la signature de la CDE (1989), les débats, en France au sujet de la place à accorder à l'enfant dans la société et dans la famille, ont vu surgir un courant protectionniste qui opposait la CDE (1989) aux droits des parents. Ce traité était annoncé comme la fin de l'autorité adulte. Aujourd'hui encore certains politiciens dénoncent ce culte de l'enfant-Roi à qui on permet tout. Notamment les auteurs des rapports sur la prévention de la délinquance, tel que Bockel (2010). Ce dernier montre du doigt les parents démissionnaires qui ne savent pas faire face au complexe de toute-puissance de leur enfant. Afin d'éviter toute crise de colère dévastatrice de leur enfant, ils préfèrent lui accorder ce qu'il demande. *« Plus encore dès leur plus jeune âge, les enfants sont décrits comme des tyrans domestiques qui rendent impossible la vie de famille. »* (Ben Soussan, 2011, p. 35).

Le statut de l'enfant et le respect de ses droits rappellent que l'on doit aider l'enfant à acquérir une autonomie progressive, et ce, dès le plus jeune âge. Certains adultes et politiciens, particulièrement ceux de droite, comme nous avons pu le voir dans les lectures des programmes politiques, pensent que si un enfant dit ce qu'il veut ou ce qu'il ne veut pas, et que ces souhaits sont contraires à ceux des adultes, l'enfant doit

se soumettre aux adultes. S'il refuse alors il désobéit. Le fait d'accéder à sa demande signifie une faiblesse de l'adulte. Yvonne Coinçon et Thierry Vasse (2012) interrogés dans le cadre de cette recherche s'accordent pour dire que les « enfant-Roi » sont le résultat de l'attitude des parents à l'égard de leur enfant, des parents qui ne lui refusent rien de peur d'être désaimés. *« L'enfant a changé d'identité non parce que les adultes s'inclineraient devant l'enfant-roi, mais parce que tout individu, jeune ou non, est « roi » dans une société individualiste. »* (De Singly, 2007, p. 32). Marie Derain (2012), en réponse à la question à ce sujet, estime que ce concept illustre le paradoxe de notre société, qui à la fois *« donne une place tout-à-fait démente aux enfants »*, et en même temps ne leur demande jamais leurs avis sur les questions qui les concernent et fait fi de son intérêt supérieur, tel que défini par la CDE (1989).

1.2. L'image de l'enfance dans le discours politique

Il existe plusieurs images de l'enfance et plusieurs façons d'appréhender l'enfance. Cette image de l'enfance est à la base des politiques publiques entreprises notamment au niveau national. En fonction du choix éthique et idéologique les mesures en faveur de la petite enfance ne sont pas les mêmes.

« *Being* » / « *Becoming* »

La première notion de la grille d'analyse, que j'ai établie, est l'image de l'enfance qui ressort du discours politique. Hanson (2008) utilise les concepts de « being child » et de « becoming child », traduits respectivement par « enfant présent » et « enfant en devenir ». L'image d'enfance comme « être présent » est l'image d'un enfant sujet de droits, indépendant et libre de son destin. Alors que l'« être en devenir » est un enfant dépendant, qui a besoin des adultes pour se développer et défendre ses intérêts. L'image de l'enfance « being » ou « becoming » est partagée. En effet onze textes sur quinze évoquent l'enfant en devenir petit être à protéger. Le Code de la santé publique au Chapitre IV : établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, prouve, cependant, que le législateur souhaite respecter les besoins de chacun des enfants tout en imposant un rythme collectif. Il prend donc en compte l'individualité de l'enfant. L'article 371-1 du code civil, est l'article de

référence qui instaure le statut d'enfant, sujet de droits. Ainsi l'exercice de l'autorité parentale doit se faire « *dans le respect dû à sa personne* » (Leveneur, 2012).

L'enfant de moins de 6 ans : « l'élève en devenir »

Le Guide pratique des parents 2011-2012, édité par le gouvernement pour les parents dont les enfants entrent à l'école maternelle, met l'accent sur le jeune enfant, « élève en devenir ». Il fixe l'objectif principal de l'école préélémentaire : « *L'école maternelle a pour finalité d'aider chaque enfant, selon les démarches adaptées, à devenir autonome et à s'approprier des connaissances et des compétences afin de réussir au cours préparatoire les apprentissages fondamentaux.* » (p. 25). On peut alors observer que l'enfant doit être « modelé » à l'école maternelle afin d'acquérir les outils nécessaires pour se développer au cours élémentaire et devenir un bon citoyen.

L'Observatoire national de la petite enfance (2009) met en lumière des études qui ont été réalisées en France, Allemagne et Etats-Unis sur les méthodes d'apprentissage dans les crèches et les écoles maternelles. En France, les enfants sont davantage perçus comme de futurs élèves devant être encadrés alors qu'en Allemagne et aux Etats-Unis, le modèle privilégie la capacité d'initiative des enfants.

Danielle Boyer, ethnologue à la CNAF, s'exprime sur l'image du jeune enfant en France :

Je suis frappée par l'image de l'enfant comme futur écolier (...) L'idée que l'on se fait du jeune enfant et de son éducation renvoie à l'idée que l'on se fait de sa capacité ou plutôt de son incapacité à être acteur de son propre développement. (Observatoire national de la petite enfance, 2009, p. 4)

Comme nous le verrons par la suite, l'image de l'enfance est intimement liée aux capacités que l'on reconnaît aux jeunes enfants. L'autodétermination et l'autonomisation de l'enfant dépendent de cette image d'enfant dépendant ou d'enfant acteur de sa propre vie.

Une « charge » pour la société

Les enfants de moins de six ans sont avant tout considérés comme une « charge » pour la société. Wintersberger écrivait déjà en 1994 que « *les décideurs politiques, les démographes et les statisticiens se posent essentiellement deux questions : comment peut-on calculer le coût de l'enfant et comment peut-on répartir cette charge entre l'Etat et la famille ?* » (p. 213). Dans la présentation du Plan Petite Enfance réalisée en 2006 par le Ministre Philippe Bas, les enfants sont vus comme des freins à la reprise de l'activité professionnelle. C'est pourquoi le gouvernement met en place un tel Plan, afin d'offrir un mode de garde à un nombre plus important de parents.

« *La société se préoccupe avant tout de rentabiliser le coût des enfants.* » (Dolto, 1985, p. 7). C'est cette recherche de rentabilité qui a amené une mutuelle à demander à l'Inserm de conduire une expertise afin d'évaluer les coûts de la prise en charge des enfants révélant des troubles comportementaux (Yvonne Coinçon, 2012).

Les parents se « déchargent » aujourd'hui, plus facilement qu'hier, de la garde des enfants. L'externalisation de la prise en charge des enfants est davantage répandue, comme le souligne nos interlocuteurs Thierry Vasse et Sandrine Blanchet (2012). Cette vision de l'enfance, comme une « charge » pour les parents, est, également, à l'origine des allocations familiales et des différentes aides financières accordées aux familles afin de supporter les coûts qu'engendre un enfant.

Paradoxe : enfance-innocence VS enfance-délinquance

L'image de l'enfance, concernant les moins de six ans, qui prédomine en France est celle d'enfants insouciant, innocents, petits êtres à protéger, futurs citoyens, dépendants majoritairement de leurs parents pour leur vie quotidienne. Une enfance heureuse pleine de jeux, de rires et de rêves. La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance véhicule cette image d'une enfance devant être choyée et protégée contre toutes attaques et agressions qu'elles proviennent de l'extérieur ou qu'elles soient intrafamiliales. Il s'agit de prévenir le plus en amont possible les risques de mise en danger de l'enfant. C'est également dans cette optique de protection de l'innocence enfantine qu'a été signée la Loi n° 2010-121 du 8 février 2010 tendant à inscrire l'inceste commis sur les mineurs dans le code pénal et à

améliorer la détection et la prise en charge des victimes d'actes incestueux. La Loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance, défend l'image d'une enfance heureuse et sans heurts. Une enfance protégée et aseptisée où les adultes doivent tout faire pour protéger les enfants des violences et malveillances. L'Etat français déclare ainsi dans ses rapports périodiques 3 et 4 au Comité (2008) que « *La protection de l'enfance en danger reste une priorité de santé publique* » (§357, p. 64).

« *Beaucoup d'adultes imaginent l'enfance comme une époque insouciante. (...) Nous avons tendance à considérer comme des problèmes de peu d'importance ce qui trouble nos enfants, comparés aux vrais problèmes auxquels nous nous heurtons dans la vie adulte.* » (Dodson, 1972, p. 253). Ce dont parle Dodson reflète également cette vision de l'enfant d' « être en devenir ». Le fait qu'on ne prenne pas au sérieux les angoisses ou problèmes des jeunes enfants est dû à leur statut dans la société. Leurs soucis ne sont pas des soucis d'adultes dus aux responsabilités qui leur incombent. Cette vision adultocentrée ne permet pas de bien appréhender les réalités de ce que vivent les jeunes enfants et donc de correctement répondre à leurs besoins.

Et pourtant, les enfants, même s'ils doivent être protégés des adultes, doivent aussi être placés sous contrôle. Pour certains politiciens nous assistons à la déchéance des nouvelles générations qui doivent être remises dans le droit chemin.

(...) de plus en plus nombreux seraient les sauvageons, recensés dès la crèche, caïds des cours de récré des écoles maternelles, violents, agressifs, sans bornes et sans limites, ne respectant rien ni personne, voire maltraitants à l'égard de ceux qui les élèvent ou les éduquent. (Ben Soussan, 2011, p. 11)

La politique sécuritaire et les passions que suscite la délinquance juvénile sont depuis quelques années à la base de mesures en faveur de l'enfance (Yvonne Coinçon, 2012). C'est l'objectif affiché de la loi sur la prévention de la délinquance du 5 mars 2007 qui accompagne la loi sur la protection de l'enfance. Le rapport parlementaire Benisti sur la prévention de la délinquance demandé par le Premier Ministre, rendu en octobre 2004, se targue de pouvoir dépister les futurs délinquants dès la maternelle. Pour cette mission parlementaire les troubles scolaires et troubles du

comportement dans la petite enfance sont déterminants pour l'enfance et pour la vie d'adulte, ce sont les premiers signes de la délinquance.

L'école est l'un des premiers maillons de cette chaîne de surveillance et de contrôle des jeunes enfants. Le guide pratique d'entrée en maternelle décrit le rôle de cette institution : *« l'école maternelle a un rôle essentiel dans le repérage et la prévention des déficiences et des troubles, rôle qu'elle doit assumer pleinement, en particulier pour les troubles spécifiques du langage. »* (2011, p. 25). Le fichier « Base élèves » actif à partir de la maternelle est au cœur d'un conflit qui oppose l'Etat à des enseignants qui refusent de remplir cette mission de « fichage ». En décembre 2011, certains enseignants et directeurs ont lancé *« l'appel à la résistance contre le fichage de l'enfance »* (Soulé, Libération du 19 février 2012, p. 4). Le Comité des droits de l'enfant se dit préoccupé *« par le fait que cette base de données puisse être utilisée à d'autres fins, telles que la détection de la délinquance et des enfants migrants en situation irrégulière. »* (2009, p. 12).

Cette image de l'enfance pure, d'enfance-innocence, prédominante, explique le fait qu'il soit d'autant plus difficile pour les parents d'accepter le dépistage de leur enfant très jeune. Cette prévention et cet étiquetage achèvent leurs derniers espoirs d'avoir un enfant « merveilleux et parfait ». Ce dépistage signifie que l'avenir de l'enfant est tout tracé et que cet avenir est sombre dans le cas où l'on dépiste un quelconque trouble du comportement.

Cette image de l'enfant « parfait », qui doit atteindre des objectifs fixés par les adultes qui l'entourent, somme l'enfant de se développer selon des normes préétablies (Ben Soussan, 2011). Les enfants ne sont pas pris dans leur individualité. Les adultes ont établi, à l'avance, pour eux le chemin qu'ils doivent suivre et les objectifs qu'ils doivent atteindre. Ces objectifs, notamment au niveau des apprentissages scolaires, ne respectent pas le rythme et le développement unique et particulier de chaque enfant. Les enfants sont différents. Selon leur histoire familiale, leurs expériences, l'environnement dans lequel ils évoluent, les buts fixés par les adultes ne pourront être atteints dans le même temps et de la même manière (Thierry Vasse et Yvonne Coinçon, 2012).

Cette opposition entre enfance innocente et enfance délinquante que l'on observe dans le discours politique est le résultat des évolutions sociales que nous avons

étudiées au premier point de cette section. Ces transformations statutaires au sein de la famille se heurtent aux conceptions traditionnelles des politiciens au pouvoir dont l'enfance fut « différente ».

1.3. La famille traditionnelle prédominante

En France, la famille traditionnelle composée d'un père et d'une mère, mariés, et d'un ou plusieurs enfants, tient une place de choix, notamment auprès des politiciens qui dirigent le pays. Claude Martin, auditionné par la Mission parlementaire (2006), dénonce « l'âge d'or » de la famille. Certains politiques portent aux nues la famille occidentale traditionnelle, cependant *« contrairement à une idée reçue, l'évolution de la famille n'est pas la cause d'un certain nombre de problèmes sociaux tels que la montée de la délinquance ou l'affaiblissement des solidarités familiales, mais la résultante d'une série de transformations sociales (...) »* (p. 25). Pour Bockel (2010), l'influence du père qui s'est réduite depuis l'avènement de l'autorité parentale est une des causes de la délinquance juvénile. Dans certaines familles, selon lui, le père est totalement absent du processus éducatif.

En France, l'idéologie de la famille traditionnelle est présente dans bon nombre de domaines même si elle tend à s'estomper notamment avec le Pacte civil de solidarité (Pacs). L'adoption conjointe est essentiellement réservée aux époux mariés. La mission parlementaire dirigée par Bloche en 2006 estime qu'« *un enfant adopté requiert une sécurité juridique et affective que seuls des parents mariés peuvent offrir.*» (p. 151). Janice Peyré interrogée par la mission souhaite que la France continue d'appliquer le « *principe de précaution* » quant aux parents homosexuels afin de ne pas autoriser l'adoption par des couples du même sexe tant qu'« *un doute persiste* » sur les effets sur l'enfant et son développement. Cependant, depuis 1966, une personne seule peut adopter un enfant. Ce discours semble contradictoire : on interdit l'adoption par des couples hétérosexuels non mariés, ou des couples homosexuels et on autorise l'adoption pour une personne seule. En quoi une personne seule offre plus de « *sécurité judiciaire et affective* » que des couples homosexuels ou hétérosexuels non mariés ? D'ailleurs en conclusion de son rapport la mission de l'Assemblée Nationale (2006) « *est persuadée que vouloir adapter systématiquement le droit aux mœurs déboucherait sur une fuite en avant normative.* ». Elle précise qu'il ne faut pas « *précipiter les évolutions sociales par une*

révolution législative » (p. 18). Ces précisions rappellent les craintes de la Mission de voir disparaître la famille traditionnelle au profit d'autres types de familles, homoparentales, entre autres.

La Mission parlementaire de l'Assemblée Nationale (2006) « considère que le mariage civil présente des caractéristiques qui justifient, dans l'intérêt de l'enfant, qu'il garde toute sa place dans le droit de la famille. » (p. 98). Philippe Bas interrogé par la Mission pense que la grande force du mariage est le divorce car il produit des obligations pour les deux parents dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Plusieurs personnes auditionnées par la Mission (2006) dénoncent une « *idéologie du lien familial* ». Pierre Naves (2006) explique, qu'avant les années 80, le mot d'ordre était de séparer les enfants de leur famille afin de les protéger des mauvais traitements. Aujourd'hui, les services sociaux et judiciaires essayent à tout prix de conserver ce lien familial et de permettre à l'enfant de rester dans son milieu « naturel » « même s'il existe un risque réel de violences physiques, sexuelles ou psychologiques » (p. 330). Maurice Berger, pédopsychiatre, déplore l'importance de « *l'idéologie du lien familial, spécificité nationale* » (p. 331) ainsi que le crédit accordé aux situations précaires. Ainsi, il est reconnu à certains parents des circonstances atténuantes du fait de leur situation difficile. On explique donc plus facilement les carences éducatives et les maltraitements. Les travailleurs sociaux qui souhaitent conserver le lien familial occultent le fait que les parents soient pathogènes.

Le président de la Mission, Patrick Bloche, membre du PS, n'a pas signé le rapport rendu en 2006. Il explique qu'il ne partage pas l'analyse de la Mission sur la société française « *Je crains que la majorité de ses membres n'ait en définitive préféré la voir telle qu'elle la souhaiterait, par attachement au modèle familial traditionnel (...) dont elle déplore l'érosion.* » (p. 4).

La politique familiale, elle aussi, montre son attachement à la famille traditionnelle. Les hommes ne sont pas autant impliqués que les femmes dans l'éducation et dans les tâches ménagères. Mises en cause, entre autres, les allocations familiales et les aides versées principalement aux femmes afin qu'elles restent à la maison. Le dispositif d'aides participe aussi « *au processus conduisant à la persistance des*

discriminations sexuelles sur le marché du travail en particulier au niveau de l'embauche et de la promotion au sein des entreprises. » (Fagnani, 2006, p. 141-142).

L'image de l'enfance qui ressort du discours politique analysé dans cette section, révèle un sentiment paradoxal. A la fois les enfants sont objets de toutes les attentions, afin qu'ils soient protégés au mieux, et à la fois ils semblent être une menace pour l'équilibre social et l'ordre public. Les bouleversements qu'a connus notre société inquiète les politiciens qui voient derrière ces transformations un danger pour les valeurs traditionnelles qui font la France. Ces craintes sont à l'origine du concept d'enfant-roi, des mesures de dépistage précoce ou encore des réticences aux évolutions des schémas familiaux.

Cette image de petit être à protéger se décline aussi en termes marchands. Avant six ans, les enfants sont, avant tout, une charge pour la société qui s'efforce d'amortir les coûts liés à cette période de l'enfance, qui demande beaucoup d'attentions et d'investissements. L'analyse du discours politique révèle la prédominance de l'image de l'enfant en devenir, de l'élève en devenir. Les jeunes enfants ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière. A ce statut de petit être immature se couple l'évidence de l'incapacité des moins de six ans.

2. Capacités des enfants de moins de 6 ans

L'image de l'enfance que nous venons d'évoquer dans le chapitre précédent, est intimement liée aux capacités que l'on accorde aux enfants. En effet, l'image d'un enfant « en devenir », « petit » être qui a besoin d'être protégé implique que les enfants doivent prouver qu'ils sont capables. Lansdown (2005) l'explique très bien lorsqu'elle dit que les enfants ne sont pas pris au sérieux. Les adultes pensent qu'ils sont les seuls à savoir ce qui est bon pour les « tout-petits ». L'ambivalence qui s'applique aux jeunes enfants concernant leur image s'applique également à leurs capacités. A la fois, les enfants doivent assumer des problématiques et des problèmes qui ne devraient pas être de leur ressort (Marie Derain, 2012), et à la fois « on leur renvoie une image débilite d'eux-mêmes dans les domaines qui les

concernent : le travail scolaire, les relations à leurs camarades, leur apprentissage du monde (...) » (Desvignes, 2010, p. 49).

Sur les quinze documents analysés, douze qualifient les jeunes enfants d'« incapables ».¹⁹ En raison de leur petite taille et de leur nature même d'enfants, plus vulnérables, les pouvoirs politiques sous-estiment les capacités des jeunes enfants. Dans de nombreux textes, comme le Code de la santé publique, les enfants ont continuellement besoin des adultes. Le guide pratique d'entrée à l'école maternelle (2011) donne une place importante aux parents dans l'accompagnement des jeunes enfants. Leur rôle doit être de « *l'aider à développer son autonomie et son sens des responsabilités, lui apprendre le respect de lui-même et des autres ainsi que l'utilité des règles de vie en commun* » (p. 10). Les lois sur la protection de l'enfance et sur la reconnaissance des victimes de l'inceste, s'appuient largement sur l'argument d'incapacité des jeunes enfants, c'est pour cette raison qu'ils ont besoin d'un renforcement de leur protection. L'Assemblée Nationale dans son rapport n°2832 (2006), reconnaît les capacités des jeunes enfants selon leur âge et leur maturité. Les jeunes enfants sont des citoyens à part entière à moins que les adultes ne les en empêchent, notamment en ce qui concerne les relations personnelles de l'enfant avec des tiers. Les rapports d'« expertise » décriés par les professionnels de l'enfance, présentent l'enfant comme incapable de garder « *le droit chemin* »²⁰ sans l'intervention et l'encadrement des adultes.

Dans le débat sur les compétences (Hanson, 2008) des jeunes enfants, s'opposent une injonction à la performance auxquels sont soumis les enfants par leurs parents et la société et leur incapacité à participer et à décider de leur quotidien. Les enfants sont soumis à une forte pression afin d'être les meilleurs. Dans le même temps en cas d'échec ou d'écart de « conduite » les parents sont les responsables désignés. La société française comme nous allons le voir dans cette section, a tendance à rejeter les erreurs et les causes des problèmes sociaux sur les parents.

¹⁹ 7 « incapables », 5 « incapables à moins que les adultes ne les aident », 3 « capables avec l'aide des adultes, à moins que des adultes ne les en empêchent »

²⁰ Annexe 1.6. Courbe évolutive de la déviance (Bénisti, 2004, p. 7-10)

2.1. Injonction à la performance

Les enfants sont plongés le plus tôt possible dans le monde des adultes où il s'agit d'être le meilleur, d'être le plus performant, le plus compétitif, où les devoirs prédominent sur les droits. « *Les discours sur l'enfance emploient le langage du management qui envahit tous les domaines de la vie (...)* » (Ben Soussan, 2011, p. 17). L'Association Française des Psychologues de l'Éducation Nationale (AFPEN, 2010) déplore également, que les nouveaux programmes scolaires, par exemple, « *demandent aux enfants de façon de plus en plus précoce d'apprendre à lire, écrire et compter* » (p. 61) sans prendre en compte le développement de l'enfant et ses capacités.

Avec les avancées scientifiques au sujet des jeunes enfants, les parents sont davantage sous pression afin de « modeler » un enfant parfait qui donne une bonne d'image d'eux dans la société et flatte leur narcissisme (Gavarini, 2006). Ils cherchent donc à lui procurer un programme éducatif qui développe tout son potentiel. Ce sont les valeurs « travail », l'effort et la méritocratie qui sont mises en avant par Bockel dans le rapport qu'il a rendu au Président de la République en 2010. Ces discours politiques entraînent une surenchère de la part des parents qui souhaitent voir leurs enfants « classés » parmi les meilleurs. Paradoxalement, les enfants dits « précoces » souffrent de cette catégorisation dès leur plus jeune âge. Cela se traduit souvent par des problèmes de socialisation et des difficultés relationnelles (Claire Brisset, 2012).

Alors que les capacités des jeunes enfants sont globalement sous-estimées, les espoirs que les parents et les pouvoirs politiques fondent en eux sont extrêmes. « *Nous avons tendance à attendre de lui beaucoup plus que ce dont il est effectivement capable* » (Dodson, 1972, p. 238). Les enfants, dès leur plus jeune âge, sont baignés dans l'économie de marché. Ils doivent être compétitifs, ils doivent être les meilleurs afin de se faire une place au sein de la société « (...) *en étant de plus en plus précocement programmé pour une certaine réussite sociale et scolaire.* » (Gavarini, 2007, p. 28). Pour la société et les parents, l'enfant représente l'avenir, ainsi on reporte sur lui tous les désirs, les actes manqués. Les enfants sont investis de ce que leurs parents n'ont pu, ou n'ont su réaliser.

2.2. Sur-responsabilisation des parents ?

La Convention des droits de l'enfant insiste sur l'importance du rôle des détenteurs de l'autorité parentale ou de ceux qui seraient responsables de lui (1989, Articles 5 et 18). Mais le « métier » de parent est difficile (Doson, 1972). C'est pour cette raison que le Comité des droits de l'enfant (2005) demande aux Etats parties à la Convention d'aider les parents dans les tâches qui leur incombent. Il insiste sur le fait que la petite enfance est une période critique. Les jeunes enfants demandent davantage d'attention car ils découvrent leur environnement, ils ont davantage besoin d'être guidés et rassurés afin de se développer dans les bonnes conditions.

Les parents, « *qui doivent être mis en position de responsabilisation* » (Ruetsch, 2010, p. 10), sont au cœur des nouvelles mesures de prévention contre la délinquance. En 2010, le Comité national de soutien à la parentalité a été créé afin de coordonner toutes les mesures de soutien à la parentalité mises en place par les pouvoirs publics. Une de ces mesures, le contrat de responsabilité parentale, suscite beaucoup de débats. Les parents qui rencontrent des difficultés, notamment au niveau scolaire, avec leur enfant, se voient proposer un contrat qui leur rappelle leurs obligations parentales. Le Conseil Général fixe alors, seul, les termes du contrat et leur notifie les engagements et obligations. S'ils refusent de signer ils se voient retirer les allocations familiales. Ce procédé est décrié par bon nombre de professionnels de l'enfance (Yvonne Coinçon, 2012).

Bockel reprend, en 2010, ces préconisations sur le « contrôle » des parents et leur responsabilisation « (...) *sans éluder la question posée d'une économie de la sanction graduée et proportionnelle à l'importance des manquements.* » (p. 9). On entrevoit largement l'affection des pouvoirs politiques pour la responsabilisation des parents au moyen de la sanction, si nécessaire. Les parents semblent, dans ce rapport aux autorités politiques, être infantilisés. Le rapport s'appuie sur la remarque de Nadine Morano, alors Secrétaire d'Etat chargée de la Famille et de la Solidarité, « *ces réseaux sont fondamentaux car ils ont en charge l'éducation des parents en s'adressant principalement à ceux qui méconnaissent les règles de vie dans notre pays.* » (2010, p. 18). Une fois encore, les parents migrants sont montrés du doigt. On remarque que pour le gouvernement délinquance, et comportements déviants chez les enfants riment avec immigration.

Laurence Gavarini (2006) dénonce le contrôle social qui s'invite dans la prévention afin de se dissimuler plus facilement. Le but recherché : contrôler certaines populations défavorisées et ainsi « *leur inculquer les bonnes manières et les comportements à adopter afin d'être de bons parents* » (p. 96). Les services périnataux et prénataux se transforment donc en moyen de contrôle de ces populations qui ont été déterminées comme étant « à risques » car elles « fabriquent », selon le discours politique, les futurs délinquants. Le Carrefour National de l'Action Éducative en Milieu Ouvert (CNAEMO, 2010) s'insurge contre les stages de responsabilité parentale. Selon l'association, qui regroupe des professionnels des champs de l'action sociale et de l'enfance, ces stages sont des outils de contrôle social, afin de faire régner l'ordre public. Le rapport de l'Inserm (2005) argumente l'idée que les parents sont responsables des troubles de l'enfant en disant qu'ils interviennent « *le plus souvent dans un contexte familial pathologique* » (cite Rutter et coll., 1976, p. 35). La responsabilité des parents est donc, selon eux, très importante.

Alors que le discours politique majoritaire souhaite responsabiliser davantage les familles, dans la réalité, les parents sont souvent écartés des processus en faveur de la petite enfance. Thierry Vasse (2012) regrette que les parents ne soient pas plus impliqués dans les structures d'accueil ou à l'école, « *milieu opaque* ». Claire Brisset (2012) rajoute même : « *On dit souvent que l'école s'est construite contre la famille et c'est encore vrai aujourd'hui.* ». Les professionnels de la petite enfance sont méfiants vis-à-vis des parents. Ils craignent, qu'en les impliquant davantage dans le projet éducatif de la structure, les parents prennent, en quelque sorte, le pouvoir et imposent leur modèle éducatif. « *Les familles ont peu de place dans les modes d'accueil en France. Les professionnels peuvent les considérer comme une source de problèmes* » (Observatoire national de la petite enfance, 2009, p. 4).

Les parents, donc, doivent accompagner les enfants, afin qu'ils s'épanouissent dans les meilleures conditions et dans le même temps doivent assumer les échecs ou troubles dépistés chez leur progéniture. Les parents ne sont pas impliqués dans les mesures en faveur de la petite enfance mais doivent aider les enfants, reconnus incapables. Les capacités des jeunes enfants sont au cœur d'un système paradoxal qui ne reconnaît les compétences des moins de six ans que lorsqu'elles peuvent être utiles à la société ou qu'elles flattent l'égo des adultes.

3. Les 4 Ps : Protection, Prestation, Participation, Promotion

Les enfants de moins de six ans sont une population à part parmi les titulaires de droits. Leurs capacités cognitives, intellectuelles et affectives n'étant pas reconnues au même titre que celles des autres enfants, et encore moins des adultes, la réalisation de leurs droits dépend d'adultes désignés pour défendre leurs intérêts. Bruce Abramson (2006) explique très bien la situation particulière des enfants de moins de 6 ans : « *When we speak of babies and young children having rights, we are not using the term 'rights' in exactly the same way as when we speak of our own rights.* » (p. 68). Selon l'auteur, les parents sont les ayants droits au regard de l'article 5 de la CDE (1989).

Dans cette partie du mémoire de recherche, l'analyse des différents documents nous permettra de mettre en lumière l'attitude des pouvoirs politiques au regard du respect des droits de l'enfant. Les droits contenus dans la CDE (1989) bénéficient d'une classification selon laquelle des articles représentent les droits-protection, d'autres les droits à des prestations et certains les droits participatifs (Quennerstedt, 2010/Hammarberg, 1990). Une quatrième catégorie a été rajoutée et concerne la promotion des droits compris dans le traité (Riva Gapany, 2011). Je me suis basée sur cette classification afin d'analyser le discours politique en France à l'égard des jeunes enfants.

« Avant tout, des devoirs ! »

En France, lorsque l'on évoque les droits de l'enfant, les gens rétorquent que les enfants ont avant tout des devoirs (Brisset, propos recueillis par Benloulou, 2000). Dominique Versini, défenseure des enfants de 2006 à 2011, a le sentiment que les droits de l'enfant sont tabous. « *Ce n'est pas parce qu'ils ont des droits qu'ils ont « tous » les droits. Il y a un vrai travail à mener auprès des adultes qui ne comprennent pas ce que cela veut dire.* » (2009, p. 27).

L'article 371 du code civil rappelle que l'enfant « *doit respect à ses père et mère* ». Cet article est particulièrement représentatif des valeurs traditionnelles françaises, et avant tout des valeurs familiales qui sont chères aux autorités politiques. Les devoirs des enfants, souvent mis en avant, rappellent la prédominance de l'autorité adulte.

Les droits de l'enfant sont trop souvent abordés en opposition aux droits des adultes. Les pouvoirs politiques pensent même que l'avènement des droits de l'enfant a sonné le glas de l'autorité adulte (Bockel, 2010/Ruetsch, 2010). Les droits de l'enfant reconnaissent la spécificité de cette population des moins de dix-huit ans. Les enfants sont plus vulnérables et ont plus de mal à faire entendre leur voix, c'est pourquoi ils ont été dotés d'une Convention propre (De Singly, 2004).

3.1. Droits-protection des enfants

Les droits-protection viennent imposer une limite à la mise en œuvre des droits-libertés dans la CDE (1989). L'équilibre entre ces deux catégories de droits prévient contre une interprétation excessive de l'autre dimension (Renaut, 2004). Les droits de la Convention sont indissociables, indivisibles et interdépendants (UNICEF, octobre 2009). Elle permet aux enfants de 0 à 18 ans de bénéficier d'une protection des adultes et de l'Etat, selon leur degré de maturité et leur âge, et d'une autonomie progressive qui permet d'accéder à des libertés individuelles.

Cependant, le traité international, même s'il met l'accent sur les différences entre les enfants eu égard à leur « *âge et degré de maturité* » (CDE, 1989, Article 12), ne fait de l'enfance qu'un seul bloc. Cette situation rend l'interprétation et l'application de la CDE (1989) compliquée notamment pour le sort des jeunes enfants, à qui on refuse certains droits-libertés sous prétexte qu'ils sont trop jeunes. Les jeunes enfants semblent être caractérisés par la protection qui leur est due en raison de leur vulnérabilité. Tant qu'ils n'ont pas atteint « l'âge de raison », ils semblent être dépendants de leurs parents et ne peuvent prendre part aux décisions, puisque globalement les adultes savent mieux ce qui est bon pour eux. Nous remarquons d'ailleurs aisément que les droits évoqués dans les textes analysés pour ce travail sont essentiellement des droits-protection. Mais « *les droits-protection suffisent-ils à le définir ?* » (De Singly, 2007, p. 30).

Protection des enfants à tout prix ?

La Loi n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance crée l'Observatoire national de l'enfance en danger et montre l'engagement de l'Etat dans la protection de l'enfance.

Avec la médiatisation des faits divers et les discours politiques sécuritaires, entre autres, les adultes ont le sentiment que le monde est plus dangereux et que leurs enfants sont confrontés à plus de risques, ce que conteste Marie Derain (2012). Certains ne veulent pas qu'ils quittent l'enfance de crainte qu'ils n'aient pas d'enfance : c'est le phénomène de surprotection des enfants, dont parle Dolto (1985). Les parents ont peur de ce qui pourrait arriver à leurs enfants. Le contrôle sur les jeunes enfants est total, d'autant plus que s'il leur arrive malheur les parents sont automatiquement désignés comme responsables (L'Enfance Buissonnière, 2010).

Le Code pénal sanctionne, dans plusieurs de ses articles, les parents négligents ou maltraitants. L'article 227-1, sur le délaissement du mineur de moins de 15 ans pour se soustraire à ses obligations, est passible de 7 ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende. L'article 227-15 (*De la mise en péril des mineurs*) stipule qu'il « constitue une privation de soins le fait de maintenir un enfant de moins de six ans sur la voie publique ou dans un espace affecté au transport collectif de voyageurs, dans le but de solliciter la générosité des passants ». Les articles 227-23, 227-24 et 227-25 statuent sur la pornographie mettant en scène des enfants et les atteintes sexuelles sur mineurs.

Le rapport de Jean-Marie Bockel (2010) met l'accent sur la protection des enfants, la protection des enfants contre eux-mêmes, contre les autres enfants. D'autres mesures, qu'il préconise dans son compte-rendu, concernent la protection des enfants contre les carences éducatives de leurs parents. Ce sont les deux grands points qui rejoignent le discours politique sécuritaire du moment : la prévention de la délinquance dès le plus jeune âge et la responsabilisation des parents, comme nous avons pu le voir précédemment dans cette recherche.

Différents débats : les châtiments corporels, le rapport au corps et à la sexualité

Cette obsession protectionniste nous interroge sur le caractère outrancier d'un tel comportement à l'encontre des plus jeunes. D'un autre côté, le Comité des droits de l'enfant (2004/2009) a, à plusieurs reprises, demandé à l'Etat français d'interdire expressément les châtiments corporels dans tous les domaines et notamment au sein de la famille. Le gouvernement rappelle que la loi du 19 juillet 1989 relative à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de

l'enfance interdit déjà toutes maltraitances à l'encontre d'un enfant. C'est un débat qui a du mal à s'imposer complètement en France. Il induit des réflexions autour de la relation adulte-enfant. Or, Marie Derain (2012), interrogée dans le cadre de ce travail, pense que la société n'est pas prête à accueillir ce genre de réflexion.

Un autre paradoxe se situe dans le rapport au corps et à la sexualité enfantine qui sont des sujets tabous de notre société. Les autorités ont mis en place un arsenal de lois pour protéger les enfants des abus sexuels. Cette obsession a été à l'origine du scandale de l'affaire Outreau (2001, début de l'instruction)²¹, ou encore de l'affaire de l'instituteur et sa réaction face à un élève qui montrait son « zizi » à l'école.²² Alors que d'un autre côté, comme nous l'explique Thierry Vasse (2012), l'organisation même de l'école maternelle est une violation grave de l'intimité de l'enfant. En effet, les toilettes sont collectives, les enfants doivent se rendre aux toilettes tous ensemble, même s'ils n'en ressentent pas le besoin. La sexualité des jeunes enfants, elle aussi, est fustigée. Les enfants découvrent leurs corps dans cette période de l'enfance. *« La sexualité enfantine semble ne plus pouvoir être évoquée que comme un symptôme de l'exposition de l'enfant à la sexualité par les adultes, qu'il en est été l'objet direct ou le témoin. »* (Gavarini, 2006, p. 107). Gavarini (2006) parle de déni collectif. Nous ne pouvons pas développer davantage ce point dans ce travail en raison des restrictions du nombre de pages. Toutefois, ce rapport au corps et à la sexualité sont également intimement liés à notre sujet. En effet, la protection, à outrance parfois, des enfants contre les abus sexuels est liée à l'image de l'enfance pure et innocente.

Discriminations et stigmatisation

Les Etats parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant (...) indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion (...) de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine

²¹ Dans laquelle 13 personnes ont été accusées et emprisonnées à tort pour pédophilie et abus sexuels sur mineurs ; ils n'ont été acquittés que 5 ans plus tard.

²² "Les enfants sont venus me dire que Julien n'arrêtait pas de montrer son zizi. Je l'ai fait venir à mon bureau, j'ai pris un cutter dans mon cartable et pour ramener le calme, je lui ai dit sur le ton de la plaisanterie : je coupe tout ce qui dépasse" (M. Laligant, l'instituteur, propos recueillis par l'AFP, ladepeche.fr, publié le 17/12/2009). Ce sont les parents d'élèves qui ont porté plainte alors que l'enfant lui-même n'en avait pas parlé à ses parents.

nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, (...) de leur naissance ou de tout autre situation. (CDE, 1989, Article 2)

« Les enfants subissent une discrimination pour la simple raison qu'ils sont des enfants. » (UNICEF, 2003, p. 53). Ce qui est affirmé, ici, par l'UNICEF s'applique d'autant plus aux jeunes enfants, dépendants des adultes. Ajouté à cette condition d'« enfant », certains groupes sont particulièrement discriminés.

Tout d'abord le Comité des droits de l'enfant (2009) a demandé à l'Etat français de retirer sa réserve concernant l'article 30 de la CDE (1989) et ses deux déclarations en rapport avec les articles 6 et 40 de la Convention internationale. Celles qui nous intéressent en particulier sont la réserve sur l'article 30 et la déclaration sur l'article 6 de la CDE (1989). La France ne reconnaît pas les minorités ethniques au regard de la Constitution. De plus, le gouvernement a émis une déclaration sur l'article 6, sur le droit à la vie, à la survie et au développement, car la législation autorise l'interruption volontaire de grossesse. Cet article 6 et la déclaration interprétative de la France sont représentatifs des débats qui tournent autour de la Convention dans tous les pays signataires, quant à la reconnaissance de l'enfant intra-utérin et le statut de l'embryon. Ces problématiques sont liées au statut et à l'image de l'enfance véhiculée par les pouvoirs en place et plus globalement par les valeurs traditionnelles françaises.

Les Roms sont au cœur de nombreuses polémiques notamment provoquées par le Ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, qui dénonce régulièrement la délinquance juvénile roumaine, qui selon lui, est très élevée. Ce discours et cette stigmatisation ont des répercussions sur les enfants Roms. En 2009, Le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par la situation des enfants Roms « *par la discrimination dont ils sont victimes, notamment en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit à un logement convenable, à un niveau de vie suffisant, à l'éducation et à la santé.* » (p. 24).

Une autre population discriminée : les enfants en situation de handicap. DEI-France (2010) rappelle que, malgré la loi du 11 février 2005 *pour l'accueil des enfants handicapés*, l'accès aux structures spécialisées est difficile pour ces enfants. Ils sont rarement accueillis à plein temps à l'école maternelle car il manque des Auxiliaires de Vie Scolaire (AVS) pour s'occuper d'eux. La Direction des politiques familiale et

sociale (2010) le reconnaît « *l'accueil de ces enfants dans les structures d'accueil petite enfance et de loisirs reste encore trop rare et laisse les parents concernés « largement démunis ».* » (p. 1).

Cette différence de traitement entre les enfants, résultat de ces discriminations, nuit à l'application de la CDE. Nous pouvons donc constater que, pour les pouvoirs politiques certains enfants méritent plus d'attentions que d'autres. En fait, ces enfants stigmatisés ou victimes de discriminations ne collent pas à l'image de l'enfance que défendent les autorités politiques actuellement en place. Ces enfants sont classés « hors-normes » par rapport au système de valeurs du gouvernement.

L'intérêt supérieur de l'enfant, tel un slogan

« Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées, de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. » (CDE, 1989, Article 3-1)

L'intérêt supérieur de l'enfant est un des principes généraux définis par le Comité des nations unies. Il est utilisé dans de nombreux domaines qui touchent la vie des enfants. L'intérêt de l'enfant est une notion complexe et sans définition vraiment précise. C'est une notion subjective qui est à la merci des manipulations et interprétations. Cependant, dans le droit français elle fait figure de slogan. Elle est brandie pour défendre les intérêts de l'enfant, mais souvent dans le but d'en retirer un bénéfice pour les adultes. *« C'est d'ailleurs une des raisons de son succès : elle plaît d'autant plus que chacun peut y voir et y mettre ce qu'il veut. »* (Neirinck, 2009, p. 49). La loi du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale, définit, dans l'article 371-1 du Code civil, l'autorité parentale comme étant *« un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant »*. L'article L.112-4 du Code de l'action sociale et des familles affirme que l'intérêt de l'enfant doit être le critère pour guider *« toutes décisions le concernant »*. La législation se base largement sur l'intérêt de l'enfant pour défendre ses droits. Mais cette notion si malléable est soumise à l'élaboration de définitions différentes qui ne servent en aucun cas son intérêt quand ceux des adultes y sont opposés.

L'assemblée parlementaire dirigée par Patrick Bloche (2006) s'est basée sur l'intérêt de l'enfant pour conduire son enquête. Ce critère a suscité de nombreuses

interrogations et discussions au sein de la Mission parlementaire. Les adeptes de la famille traditionnelle et des valeurs d'autorité, de respect et d'obéissance craignent que les enfants prennent d'autant plus le pouvoir grâce à cette traduction de l'article 3 de la Convention des droits de l'enfant. Le problème réside dans le fait qu'en anglais c'est « the best interest of the child », l'intérêt de l'enfant n'est pas au-dessus de tout mais on doit chercher à atteindre la situation qui soit dans son meilleur intérêt.

Cette obsession, l'intérêt supérieur de l'enfant, permet en réalité d'occulter les autres dispositions de la Convention et de ne pas chercher à les faire respecter. Claire Neirinck (2009), Professeur de droit privé, directrice du Centre de droit privé de l'Université Toulouse I, déplore que « *l'intérêt de l'enfant soit devenu l'arbre qui cache la forêt des droits de l'enfant consacrés par la CIDE* » (p. 54). Cependant, les droits de l'enfant compris dans la CDE sont indissociables et indivisibles (UNICEF, 2009). On peut remarquer, il est vrai, que dans bon nombre de situations les autres droits de l'enfant passent à la trappe au profit de « l'intérêt supérieur de l'enfant » car il sert dans ce cas-là l'intérêt des adultes. C'est de cela dont il s'agit lorsque l'on évoque le débat sur la garde alternée pour les moins de 6 ans en France, ou encore le débat sur la connaissance de ses origines pour les enfants nés sous X ou de l'intervention d'un donneur. Quels intérêts priment dans ces cas-là ? On peut remarquer que dans ces deux exemples des conflits d'intérêts opposent les enfants à leurs parents ou à des adultes en général.

3.2. Droit à des prestations pour les moins de 6 ans

« Les Etats partie reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social. » (CDE, 1989, Article 27-1). Cependant, Dominique Versini souligne que le nombre d'enfants au-dessous du seuil de pauvreté a augmenté en France et atteint les 2 millions d'enfants, malgré les objectifs du gouvernement de réduire la pauvreté d'ici à 2012 (AFP et Le Monde, 26 avril 2011).

La CNAF déclare dans son Bilan 2010 que « *les prestations dédiées à la petite enfance occupent une place de choix au sein des aides directes aux familles : 14,6 milliards d'euros, soit une progression de 3% en un an.* » (2010, p. 4). On peut

constater que les textes de lois ou projets politiques mettent l'accent sur ces prestations accordées aux familles, « chères » à la France, dans les deux sens du terme. Les services d'accueil de la petite enfance sont, avant tout, des services mis à la disposition des parents afin qu'ils reprennent leur activité professionnelle. La loi du 20 août 2008 a institué un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles, les enfants peuvent donc être accueillis dès l'âge de 3 ans, 2 ans sous conditions.

Les prestations se confondent parfois avec « contrôle » et « prévention ». Ainsi, la loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance vise à développer davantage la prévention périnatale et donc les consultations et services aux jeunes mamans dans le but de dépister dès le plus jeune âge les situations à risques et les enfants présentant des troubles comportementaux. Le Ministère des Affaires étrangères (2007) rappelle d'ailleurs que c'est une des missions de la PMI.

Rentabilité économique

Les prestations accordées aux familles ayant des enfants de moins de six ans à charge répondent de plus en plus à un critère de rentabilité économique. Le Décret n° 2010-613 du 7 juin 2010, au sujet de l'accueil des jeunes enfants, autorise des marges du taux d'occupation plus élevées et de nouvelles mesures d'organisation des établissements d'accueil. Le collectif « *Pas de bébés à la consigne* » et le pédopsychiatre, Patrick Ben Soussan (2011), dénoncent ce décret et cette politique de marchandisation de l'accueil des jeunes enfants qui entraînent la réduction « *du ratio enfant/encadrant et le règne du quantitatif aux dépens du qualitatif* » (Ben Soussan, 2011, p. 52). Les services de santé dont bénéficient les jeunes enfants sont également soumis à la règle du rendement économique. Ils subissent des coupes budgétaires qui donnent lieu au non-renouvellement du personnel. La Confédération Nationale des Familles (CSF, 2010) déplore, que, « *malgré son système d'assurance sociale parmi les plus efficaces* », la logique économique et la disparition de nombreux pédiatres ne permettent pas d'assurer un service de qualité aux moins de six ans. La Mission de l'Assemblée Nationale (2006) défend la mise en place de maisons de naissance afin de permettre à de jeunes mamans, tout juste sorties de la maternité, de recevoir des conseils et d'être assistées dans leur nouveau rôle. Ces maisons de naissance doivent être testées en 2012-2013 afin de pallier aux carences des hôpitaux et maternités, qui, faute de moyens et de places, organisent des sorties de plus en plus précoces.

La décentralisation au détriment des enfants ?

Le Syndicat National des Médecins des PMI (SNMPMI, 2010) dénonce la politique de décentralisation des services de PMI.

Plus de 25 ans de décentralisation se traduisent par l'atomisation des missions de PMI et planification familiale en autant de politiques que de départements. L'Etat, délaissant sa fonction régalienne, n'impulse plus aucune politique nationale globale de santé en faveur de la famille, de l'enfant et des jeunes (...) (p. 118)

Ce n'est pas la décentralisation en elle-même qui est décriée par les professionnels mais plutôt le fait qu'il n'y ait aucune instance nationale chargée d'impulser une politique globale de la petite enfance. Une harmonisation au niveau national servirait davantage les jeunes enfants et éviterait les inégalités que l'on peut rencontrer entre les régions. L'Etat s'est, en quelque sorte, désengagé de la politique en laissant le soin aux collectivités territoriales de mettre en œuvre les mesures en faveur des jeunes enfants, sans réellement leur fournir une ligne de conduite.

3.3. La participation des jeunes enfants : « On oublie que l'enfant est sujet et non pas sujet à et de discussion »²³

Les Etats parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité. (CDE, 1989, Article 12-1)

Protection VS émancipation

Le problème n'est pas que les enfants ne savent pas s'exprimer, puisqu'ils le font de nombreuses façons, autres que par l'oral, mais les adultes ne leur donnent pas la parole ou ne les prennent pas au sérieux. Le Comité des droits de l'enfant a défini

²³ Dolto, 1985, p. 122

l'Article 12 comme un des principes fondamentaux de la Convention au même titre que les articles 2 (Non-discrimination), 3 (Intérêt supérieur de l'enfant) et 6 (Droit à la vie, survie et au développement), *« entraînant une révision fondamentale de l'approche traditionnelle qui voit dans les enfants les destinataires passifs de la protection des adultes. »* (Lansdown, 2005, p. 20).

S'affrontent encore sur le terrain de la participation, les protectionnistes et les fervents défenseurs du mouvement « émancipation ». Pour les premiers, l'enfant est un citoyen en devenir et ne peut donc participer aux décisions pendant sa tendre enfance. Les adultes sont là pour le protéger et faire les bons choix à sa place. Nous pouvons constater que c'est cette vision de l'enfance qui ressort des textes analysés. La majorité des documents traités n'abordent nullement la question de la participation des enfants. Ils mettent essentiellement l'accent sur la protection de l'enfance et les prestations accordées aux familles. La participation des jeunes enfants semble complètement absente du discours politique, comme si elle n'était pas envisageable. *« Trop souvent on néglige ou refuse de tenir compte du rôle que peuvent jouer les jeunes enfants – en tant que membres de la famille, de la communauté et de la société au motif qu'ils sont trop petits et immatures. »* (CRC, 2005, OG n°7, p. 7).

Comme on l'a vu au point précédent (3.1.), la protection est de mise lorsqu'il s'agit des jeunes enfants. La participation de ces derniers semble en contradiction avec ces principes de précaution et de protection qui priment.

La capacité de discernement : une notion subjective

Ce qui pose problème dans l'application de l'article 12 de la CDE (1989), c'est cette notion de *« capacité de discernement (...) eu égard à son âge et degré de maturité »*. Comme nous le rappelle Philippe Meirieu (2009), la maturation d'un individu est graduelle. Il est extrêmement difficile de déterminer si un enfant est assez mature pour s'exprimer sur telle ou telle question le concernant. D'autant que d'un individu à l'autre, on ne tirera pas les mêmes conclusions sur le discernement.

Pour les professionnels de l'enfance il est parfois inenvisageable que les enfants aient des droits participatifs. Ce même Philippe Meirieu (2009) revient sur le débat entre droits-protection et droits-libertés. Il regrette que la Convention ne soit pas plus simple à interpréter. En effet, il fait remarquer que le texte défend, à la fois, l'idée de

l'enfant petit être à protéger et, à la fois, donne accès à des droits participatifs en fonction du discernement de l'enfant. « *Cela montre bien que ces articles (12 à 16) sont inapplicables et cette affaire-là est une tartufferie.* » (Meirieu, 2009, p. 45). L'interprétation de la CDE est difficile à comprendre pour de nombreux acteurs de la petite enfance.

L'Article 371-1 du Code civil spécifie que « *Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité.* ». Le discernement est un concept relatif mal défini, il se situe aux alentours de l'âge de raison que l'on fixe traditionnellement à 7 ans (Rosenczveig, 2009). La notion de discernement est une notion arbitraire et totalement subjective. Sa définition imprécise, au cas par cas, peut être préjudiciable aux enfants. Les parents et les adultes encadrants peuvent, pour défendre leurs intérêts, instrumentaliser la parole de l'enfant.

Participation des jeunes enfants : en théorie et en pratique

Des mesures ont été prises dans le sens d'une participation des enfants accrue, mais souvent pour des enfants plus âgés, à partir de 12 ou 13 ans. La Loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, permet à un enfant de se faire soigner sans l'autorisation préalable de ses parents. La Direction de l'information légale et administrative (2011), sous la tutelle du Premier Ministre, explique sur son site internet²⁴ que « *seul l'enfant capable de discernement* » peut être entendu en justice. Il n'y a pas d'âge minimum pour l'audition d'un mineur. « *Sa maturité, son degré de compréhension, sa faculté personnelle d'apprécier avec justesse les situations, sa capacité à exprimer un avis réfléchi, constituent des **éléments subjectifs** démontrant ce discernement.* » (2010, para. 2). Il semble que l'audition d'un jeune enfant est compromise en ces termes. Du fait de l'image dont sont victimes les jeunes enfants, qualifiés de petits êtres vulnérables, il semble compliqué qu'ils aient accès à la justice dans le cadre de procédures qui les concernent. Dans les faits, la Mission de l'Assemblée Nationale (2006) reconnaît que le droit des enfants d'être entendus en justice n'est pas respecté.

²⁴ Vosdroits.service-public.fr

La parole de l'enfant peut être entendue lorsqu'elle aide le juge à trouver la solution d'un conflit, ou lorsqu'elle permet de mettre fin au désordre social que représente la mise en danger de l'enfant. Dans tous les autres cas, elle porte plus d'inconvénients que d'avantages, en risquant d'affaiblir l'autorité des parents et celle du juge, et donc d'être facteur de désordre social. (Dekeuwer-Défossez, 2004, p. 47)

La parole de l'enfant peut être ainsi instrumentalisée. La parole de l'enfant est tributaire du bon vouloir des adultes. Ces derniers vont chercher à entendre l'enfant quand cela pourra servir leurs intérêts. Dans certains cas ils chercheront même à lui faire dire tout autre chose que ce que l'enfant ressent pour appuyer leurs arguments face au juge ou aux parties adverses.

Pour les personnes interrogées dans le cadre de ce mémoire, dans la majorité des cas, la famille reste le premier lieu de participation des jeunes enfants. « *Parce que c'est dans la famille que l'enfant apprend en premier lieu à participer, c'est aussi le lieu idéal où l'enfant peut apprendre à exprimer ses vues tout en respectant celles d'autrui.* » (UNICEF, 2003, p. 43).

Au contraire, l'école, selon Claire Brisset (2012), est « *tout sauf un milieu de négociation* », l'enfant ne peut pas prendre part aux décisions et donner son avis. Marie Derain (2012) ajoute que la participation des enfants dans le cadre scolaire dépend entièrement du « *volontarisme des enseignants* ». La Défenseure des enfants pense que si le gouvernement en faisait la promotion, cela serait appliqué à l'école. Pourtant, le Ministère de l'éducation nationale assure que l'école maternelle met en œuvre la participation des enfants sous forme de jeux (Guide pratique des parents pour la maternelle, 2011). Thierry Vasse (2012) qui confirme ces évolutions au niveau de la participation des enfants à travers des activités ludiques, précise que l'on ne peut faire participer les jeunes enfants sur des questions abstraites. « *Il faut les mettre en situation sur des éléments concrets, sensoriels, qui font sens dans leur quotidien.* ».

Pour les personnalités interrogées tout au long de cette recherche, la participation citoyenne des enfants de moins de six ans n'est pas faisable, n'est pas raisonnable. Ils soulignent les étapes du développement de l'enfant qui doivent être respectées

et l'obligation d'accompagner les enfants, que des adultes gèrent ces processus participatifs (Marie Derain, Claire Brisset, Thierry Vasse et Yvonne Coinçon, 2012). A cet « âge l'enfant n'est pas en capacité d'intégrer les autres et le collectif, la dimension d'intérêt pour les autres. » (Marie Derain, 2012). Yvonne Coinçon (2012), cependant, pense qu'il faut donner davantage d'information citoyenne aux jeunes enfants afin qu'ils sachent comment fonctionne notre société. Sandrine Blanchet et Marie-Laure Coulon Nguyen (2012) sont les seules à envisager des activités de citoyenneté pour les jeunes enfants, comme les impliquer dans les questions touchant à l'écologie et à l'environnement.

Le respect de ses droits participatifs, permettent à l'enfant, dès le plus jeune âge, d'être en prise avec le réel. L'enfant a besoin d'être écouté sans qu'il soit pour autant obéi (Yvonne Coinçon, 2012). Son implication dans la vie quotidienne à l'école ou dans la famille, lui permet d'acquérir autonomie et assurance, tel que stipulé par l'article 5 (CDE, 1989).

3.4. Promotion des droits de l'enfant en France

« Les Etats parties s'engagent à faire largement connaître les principes et les dispositions de la présente Convention, par des moyens actifs et appropriés, aux adultes comme aux enfants. » (CDE, 1989, Article 42)

Une Convention méconnue

Au sujet de la France, « Le Comité constate avec préoccupation qu'enfants comme adultes connaissent mal la Convention. » (CRC, 2009, OF, p. 6). Brice Teinturier (2009), Directeur général adjoint de TNS SOFRES, rapporte les résultats d'un sondage demandé par La Fondation pour l'enfance et UNICEF-France, au sujet de la connaissance de la CDE en France.²⁵Dans cette étude, on remarque que les droits de l'enfant arrivent en onzième position dans les priorités des parlementaires. La situation des droits de l'enfant est jugée satisfaisante par la majorité des parlementaires comparée à celle d'autres groupes vulnérables comme les homosexuels ou même les femmes. Plus de la moitié des parlementaires ayant répondu à l'enquête ne connaissent la CDE que de nom. Certains professionnels en

²⁵ 1012 personnes de plus de 15 ans interrogées

contact avec les enfants ne savent pas ce que contient la Convention des droits de l'enfant, et n'ont reçu aucune formation à ce sujet. (Quiriau, 2009). Comment les enfants peuvent-ils connaître la CDE alors même qu'élus, professionnels et parents ne connaissent pas ou peu les tenants et aboutissants du traité international ?

Dans les textes analysés au cours de ce travail de recherche, la promotion des droits de l'enfant est très rarement énoncée. Le Ministère des Affaires Etrangères (2007) évoque, plutôt, l'égalité des chances. Les mesures en faveur des jeunes enfants et de leurs familles participent de l'accès par tous aux mêmes services. Il s'agit d'offrir aux enfants l'opportunité de s'épanouir et de se socialiser dans les mêmes conditions.

Les équipes de la Défenseure des enfants se sont associées en 2007 avec Uderzo, le père d'Astérix et Obélix, afin de diffuser la Convention des droits de l'enfant et parler de son contenu aux enfants d'une façon qui les intéresse et soit plus ludique. Mais cette initiative a été qualifiée d'archaïque, par la critique, qui dénonça une vision de la société qui ne soit pas représentative, notamment de la diversité culturelle de la France (DEI-France, 2007). L'album sur les droits de l'enfant présente les douze « *droits essentiels que tous les enfants et les adultes doivent connaître* » (p. 2). Or, un principe d'indivisibilité est établi en ce qui concerne le traité international. Ce qui fut, également, beaucoup critiqué, est l'apologie faite de la discipline scolaire : pour certains, comme DEI-France (2007), l'école y est réduite à cette caractéristique. Cependant, l'album reflète bien le paradoxe entre protection et émancipation et la difficulté pour les parents de trouver le bon équilibre, notamment cette explication de l'Article 16 de la Convention (protection de la vie privée) : « *Cet espace privé doit être respecté par tous, y compris par les membres de la famille, même si les parents doivent faire attention aux activités et aux relations de leurs enfants.* » (La Défenseure des enfants et Uderzo, 2007, p. 15). Cette initiative participe de la prédominance de l'image de l'enfance traditionnelle occidentale qui revendique l'innocence des enfants. Ces derniers sont constamment placés sous la coupe des adultes qui doivent veiller à leur bien-être.

Education aux droits de l'enfant et aux droits de l'homme

Le décret n°2006-830 du 11 juillet 2006, fixe les compétences et connaissances que les élèves doivent atteindre à la fin de leur scolarité obligatoire, soit à l'âge de 16

ans. Y sont inclus des thèmes sur le racisme, les discriminations et l'éducation civique, afin d'apprendre à vivre en société. Il est question des droits de l'enfant dans les annexes du décret mais cela ne concerne que la scolarité obligatoire, donc les enfants de plus de six ans. Même si le socle commun « *s'acquiert progressivement de l'école maternelle à la fin de la scolarité obligatoire* » (Annexe du décret, 2006), les dispositions concernant les connaissances en droits de l'enfant concernent, dans les faits, les enfants du primaire. Sur le site du Ministère de l'Education Nationale (2012), il est expliqué que les droits de l'homme et les droits de l'enfant font partie des programmes scolaires. Les jeunes enfants en école préélémentaire ne sont pas concernés par ces mesures et donc restent exclus de cette découverte de la CDE. Il est entendu que les droits de l'enfant ne peuvent pas être abordés de la même façon avec de jeunes enfants qu'avec des adolescents. Les adultes doivent s'adapter au degré de maturité et à l'âge des enfants afin de leur permettre d'avoir accès à ces droits d'une manière qui respecte leurs capacités évolutives (CDE, 1989, Article 5).

L'analyse réalisée dans le cadre de cette recherche permet de démontrer que la protection est de mise lorsqu'il s'agit des enfants de moins de six ans. Les pouvoirs politiques adoptent un comportement protectionniste afin d'éviter toute situation de danger même dans les cas où cette protection à outrance porte atteinte aux droits-libertés des plus jeunes. Cependant, comme nous avons pu le remarquer les droits-protection ne sont pas acquis pour tous les groupes d'enfants. Certains, comme les Roms, les enfants issus des minorités ou les enfants en situation de handicap, ne sont pas logés à la même enseigne.

Ce qui est également mis en lumière par l'analyse de la quinzaine de documents, c'est la prédominance des droits-prestation, accordés principalement aux parents. Ce constat rejoint l'image de l'enfance prédominante, d'enfant à protéger et d'enfant « à charge ». L'Etat essaie, donc, d'aider les parents d'un point de vue financier et par des services d'accueil.

La participation et la promotion des droits de l'enfant restent des concepts tout à fait abstraits dans ce discours politique. Ces lacunes sont liées à l'image de l'enfance prédominante. Les capacités des enfants, à participer aux processus de décisions, ou à défendre leurs intérêts, sont complètement ignorées.

4. Dilemme de la différence

Karl Hanson explique parfaitement ce qu'est en substance ce concept de « dilemme de la différence » : « *In one case, children should be granted special rights, whereas in another case it may be important to defend children's equal rights.* » (2008, p. 9). Le dilemme réside dans le fait d'accorder aux enfants, soit, les mêmes droits que les adultes, en tant qu'êtres humains qui peuvent faire valoir les droits mentionnés dans les textes internationaux, tel que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH, 1948), soit, des droits spéciaux en raison de leur nature-même d'enfants, à protéger. Cette section du mémoire souhaite traiter du dilemme de la différence dans le discours politique sur les enfants de moins de six ans.

Les moins de 6 ans particulièrement concernés

Cette question est prépondérante pour les moins de six ans. Comme on a pu le voir tout au long de ce travail, les jeunes enfants sont, par nature, plus vulnérables et pâtissent d'une image de « petit » être à protéger. Le Comité des droits de l'enfant reconnaît, d'ailleurs, leur vulnérabilité dans son Observation Générale n°7 (2005).

Des conceptions s'affrontent. Les protectionnistes prônent des droits spéciaux pour les enfants. Alors que le courant « émancipation » souhaite, de prime abord, accorder aux enfants des droits égaux à ceux des adultes. Comment respecter les enfants en leur attribuant des droits spéciaux qui les privent de certaines libertés individuelles sous prétexte qu'ils sont des enfants ? Dans le même temps est-ce respecter la nature même des enfants que de leur donner les mêmes droits que les adultes sans tenir compte de leur spécificité ? (Hanson, 2008).

En elle-même la Convention des droits de l'enfant expose les fondements de ce dilemme. Le droit de vote, par exemple, n'est pas octroyé avant la majorité, mais elle mise sur des droits participatifs (Articles 12 à 17, CDE, 1989). La CDE prend largement le parti des droits-protection. Les pays signataires sont donc d'accord pour dire que les enfants, de par leur spécificité, méritent davantage de protection que les adultes. « *L'enfant mérite d'être respecté différemment en raison de sa*

faiblesse : il a sa propre convention des droits, non pas pour diminuer son identité, mais pour préciser sa spécificité. » (De Singly, 2004, p. 10).

Le traité international ne fait, cependant, pas de différence entre les très jeunes enfants, les adolescents et ceux approchant de la majorité. Pourtant, dans la réalité les droits ne sont pas accordés et respectés de la même manière en ce qui concerne les enfants de moins de trois ans, ceux de moins de six ans, ceux de moins de treize ans, les moins de seize ou les moins de dix-huit. La difficulté dans l'interprétation et l'application de la Convention réside dans le fait que la vision de l'enfance, qui est, ici, défendue, est celle d'un seul bloc, qui mérite les mêmes droits et libertés. Or, dans la réalité les différences entre les groupes d'âges sont importantes.

Alain Renaut (2004) s'interroge sur la possibilité de restreindre les droits-libertés des enfants sous prétexte qu'ils sont des enfants. Il explique que les seules restrictions aux libertés individuelles seraient alors dues au respect des libertés d'autrui. Les adultes eux-mêmes sont concernés par cette limite de leur liberté afin de ne pas empiéter sur celle des autres. Cette réflexion rejoint l'opposition entre protection et émancipation et les capacités évolutives de l'enfant revendiquées par l'article 5 de la CDE (1989). Comment les parents peuvent réussir à allier, à la fois, une protection nécessaire pour le développement de l'enfant en toute sécurité, et une autonomie progressive qui permette à l'enfant de disposer de ses libertés individuelles au fur et à mesure qu'il grandit ? Les personnalités interrogées dans le cadre de ce travail, s'accordent pour dire que l'enfant a besoin de limites et de repères imposés par les adultes, afin d'être mieux protégé. Quel degré, ne doivent pas dépasser ces interdits, fixés par les adultes ? Comment trouver le bon équilibre ?

Depuis l'avènement de la CDE (1989) et l'accession de l'enfant au statut de sujet de droits, les parents sont tous les jours confrontés à ce dilemme dans l'éducation de leur enfant.

Le changement de statut des parents et des enfants ne supprime pas les spécificités des enfants et des adultes mais il complique la relation pédagogique détruisant une certaine cohérence du fait de la nature double de chacun des individus en présence. (De Singly, 2007, p. 33)

Avec ces changements importants apparaît une confusion des statuts au sein de la famille, notamment, où auparavant le père régnait en maître. C'est ce que dénonce Bockel dans son rapport. Selon lui, la démission de certains parents face à des enfants « tout-puissants », maîtres chez eux et à l'école, est la cause des troubles sociaux. L'origine de « l'augmentation » de la délinquance, provient, à son avis, de ces bouleversements et de ce rééquilibrage des rôles et places au sein de la famille.

(...) la création d'une prétendue démocratie familiale, créatrice de confusion entre les droits et les devoirs des parents et des enfants, reste mal assimilée par le corps social. Confusion qui s'exacerbe sous la pression de l'éclatement de la famille et la désacralisation des parents et de l'école. (Bockel, 2010, p. 12)

Pour répondre implicitement à cette question des droits égaux ou des droits spéciaux à accorder aux enfants, la Loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et la Circulaire interministérielle du 8 juillet 2011 sur les « *Orientations pour la prévention de la délinquance* » mettent, avant tout, l'accent sur les **devoirs égaux** des enfants. Les enfants ont les mêmes devoirs que les adultes dans le respect de la loi et donc les sanctions doivent être à la hauteur de ces transgressions comme elles le sont pour les adultes. La spécificité des enfants disparaît alors dans le cadre de la justice pour mineurs. Régulièrement, les pouvoirs politiques français, sous le mandat de Nicolas Sarkozy, ont souhaité abaisser l'âge de la responsabilité pénale, en se heurtant aux associations de défense des droits de l'enfant et à l'opposition.²⁶

Une société permissive ou plus démocratique ?

Aldo Naouri (2004, cité par De Singly, 2007) défend l'idée que la société est aujourd'hui beaucoup plus permissive à l'encontre des enfants. Cette remarque rejoint la lutte entre les professionnels de la petite enfance et les pouvoirs politiques dans le dépistage précoce des enfants. Pour les pouvoirs politiques, actuellement en place, la prévention en amont, dès le plus jeune âge est utile pour enrayer les troubles du comportement à la racine, et, ainsi, éviter la l'apparition de délinquants

²⁶ Le 29 novembre 2011 l'UMP a proposé un nouveau code pénal pour les mineurs qui permettrait de sanctionner par des travaux de réparation les actes commis dès 12 ans.

à l'adolescence, responsables des troubles sociaux. Selon le gouvernement, les parents et leur éducation contemporaine permissive est à l'origine de tels débordements à l'adolescence. *« Ainsi, certains parents d'origine étrangère ne perçoivent la France que comme un pays dans lequel il serait interdit de punir et interprètent la liberté comme un droit à la permissivité. »* (Bockel, 2010, p. 14). Le Secrétaire d'Etat à la justice d'alors, fait également l'amalgame entre l'éducation des familles « étrangères » et la délinquance. Cela démontre, encore une fois, la dureté de la politique de l'immigration et la forte propension à accuser les étrangers de tous les maux qui « gangrènent » la société française.

Pour le sociologue François De Singly (2004), l'individualisation de la société est à l'origine des mutations familiales et de l'apparition des luttes pour les libertés individuelles. Les enfants ont alors bénéficié de ces mutations sociales et se sont vus octroyer un certain nombre de droits qui leur étaient, auparavant, refusés. Le statut de la femme a également évolué, le schéma familial ne repose plus entièrement sur la figure paternelle, les femmes et les enfants ont à présent leur rôle à jouer.

Aujourd'hui, les défenseurs des valeurs républicaines traditionnelles s'insurgent contre l'émergence du phénomène des « enfants-Roi ». Ces enfants, tout-puissants, qui dirigeraient leurs parents. Les droits de l'enfant auraient permis l'émergence de cet état d' « enfant-Roi », maître incontesté au sein de sa famille, et incontestable sous peine de crises de colère dévastatrices.

L'enfant est, voudrait être, devrait être roi de son monde, de sa culture. Il n'a pas à être le roi d'un royaume où les parents, ses frères et sœurs, ses copains, seraient ses sujets. Le type de pouvoir auquel a le droit l'enfant moderne porte un nom, l'autonomie. (De Singly, 2004, p. 21)

C'est également cette vision des choses que défend Lansdown (2005), dans son ouvrage sur les capacités évolutives de l'enfant, afin que l'enfant acquière progressivement autonomie et confiance en soi. On peut dire, dans ce contexte, qu'au début de sa vie l'enfant, dans la réalité, est davantage pourvu de droits spéciaux qui tiennent compte de sa vulnérabilité. Au fur et à mesure qu'il grandit on lui accorde des droits égaux à ceux des adultes.

V- Conclusion

Comme nous avons pu le remarquer tout au long de cette recherche, les mesures prises en faveur des jeunes enfants sont étroitement liées à l'image de l'enfance, à la culture et au pays que nous observons (CRC, 2005). Le discours des pouvoirs politiques à l'égard/à l'encontre des jeunes enfants est rempli de paradoxes.

Les jeunes enfants « bénéficient » d'une image épurée et innocente (Ben Soussan, 2011). Cette image leur est à la fois bénéfique, car elle leur permet d'accéder à des mesures de protection contre les mauvais traitements et les négligences, et à la fois les place au cœur d'un système dans lequel ils sont objets et acteurs passifs.

Malgré l'évolution du statut de l'enfant, depuis l'avènement de la CDE (1989), les jeunes enfants sont considérés, en quelque sorte, comme des citoyens de « seconde zone », n'ayant pas voix au chapitre.

Notre analyse révèle que malgré des mesures globalement protectionnistes en faveur des jeunes enfants, comme nous l'avions postulé au début de ce travail, les jeunes enfants ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière. Leur rôle dans la société se résume à la satisfaction des désirs, des attentes de leurs parents et des adultes qui les entourent.

Dans ce contexte comme faire pour que les enfants soient suffisamment protégés tout en ayant la possibilité de s'épanouir et de se développer dans les meilleures conditions ? Comment permettre aux jeunes enfants d'acquérir l'autonomie dont ils ont besoin tout en leur conférant une sécurité physique, affective et intellectuelle ? Comment les protéger sans les priver des libertés individuelles auxquelles ils peuvent prétendre ?

Du fait de cette image d'enfants vulnérables et immatures, les jeunes enfants sont davantage considérés comme une « charge » que comme un atout. La société et les familles cherchent à se partager le coût que représentent l'éducation et le développement de ces enfants de moins de six ans. Ce partage, nous avons pu le constater, est au cœur des politiques en faveur de la petite enfance. Le gouvernement actuel cherche davantage à déléguer la satisfaction des besoins de l'enfant à la famille.

Les enfants de moins de six ans, du fait de leur immaturité, sont généralement considérés comme « incapables ». Ils sont perçus, davantage, comme des êtres en devenir, des élèves en devenir, des citoyens en devenir, qui n'ont pas de discernement. Ils ne peuvent faire entendre leur voix que par l'intermédiaire d'adultes, de leurs parents, qui vont parfois les instrumentaliser dans leur propre intérêt. Les capacités des jeunes enfants sont sous-estimées. La participation des enfants reste un concept totalement abstrait. Que ce soit à l'école ou dans la société en générale, la participation des jeunes enfants n'est pas encouragée (Marie Derain, 2012). Malgré de grandes évolutions au sein de la famille, qui est devenue plus démocratique (De Singly, 2004), les enfants de moins de six ans sont encore très peu impliqués dans les processus de décisions sur des questions qui les concernent.

Tel qu'on le remarqua lors de l'analyse des différents documents en lien avec la politique de la petite enfance, l'image établie est que l'âge adulte, et la maturité qui l'accompagne, est perçu comme la finalité du développement individuel (Woodhead, 2005). En droit, il est ainsi établi que les enfants peuvent donner leur avis sur des questions qui les concernent lorsqu'ils sont capables de discernement, ce qui correspond à l'âge de raison, à partir de 7 ans (Rosenczveig, 2009).

La capacité de discernement, comme nous avons pu l'étudier, est une notion tout à fait subjective. Chaque enfant est unique et se développe à son rythme. La Convention des droits de l'enfant et le Comité chargé de contrôler l'application du traité dans les pays signataires, reconnaissent que les enfants ne se développent pas de la même manière (2005). Leurs compétences et capacités dépendent des environnements dans lesquels ils évoluent. Les expériences et compétences acquises par chacun d'eux seront différentes selon les circonstances (Lansdown, 2006). Selon les cultures, les facteurs environnementaux et sociaux, les enfants n'auront pas le même profil à l'entrée à l'école primaire. Leurs personnalités et les milieux familiaux dans lesquels ils grandissent agissent aussi considérablement sur leur développement.

Or, depuis quelques années, la politique en faveur de la petite enfance est liée à la politique de prévention de la délinquance et à la politique sécuritaire. Le gouvernement souhaite mettre en place des programmes de dépistage précoce

des troubles comportementaux chez les enfants de moins de six ans, afin de cerner ceux qui ne développent pas « comme il le faudrait ».

Les mesures prises à l'encontre et à l'égard des enfants servent avant tout à contrôler certaines populations dites « à risques » (Gavarini, 2006). Les migrants et les Roms sont les plus touchés, d'autant plus depuis que la politique de l'immigration s'est endurcie. La protection des enfants est utilisée contre ces mêmes enfants potentiellement « dangereux ». L'intérêt de la collectivité prime sur l'intérêt de l'enfant (Cresson, 2011). Une politique de résultats est valorisée au détriment du bien-être et du développement individuel de chaque enfant. Les rapports d'expertise tels que celui de l'Inserm (2005) ou ceux commandés par le gouvernement au sujet de la prévention de la délinquance, en font la démonstration. Ces rapports qui préconisent le dépistage précoce des enfants dès le plus jeune âge, montrent un certain désir de contrôle de cette population et de leurs familles. Cette prévention auprès des « tout-petits » participe du « conditionnement » des enfants, principalement définis comme des « êtres en devenir », afin qu'ils deviennent des citoyens français irréfutables.

Les rapports d'expertise que nous avons analysés dans le cadre de ce mémoire de recherche préconisent le dépistage des troubles comportementaux dès le plus jeune âge. Ces troubles comportementaux sont classés et repérés selon des listes de critères préétablis, comme la CIM-10 (1992, Classification internationale des maladies, Organisation Mondiale de la Santé). Les enfants qui correspondent à une ou plusieurs de ces caractéristiques sont susceptibles d'être diagnostiqués. Or, parmi ces critères se retrouvent le fait de désobéir, de contredire les adultes, les mensonges etc... (Inserm, 2005). Ces experts postulent donc que les enfants devraient se développer selon certaines normes. Ils établissent, ici, les comportements « hors-normes » qui ne correspondent pas à l'image qu'ils se font du développement d'un enfant.

Mais, est-il possible d'établir le profil type d'un enfant de moins de 6 ans ? Quelles aptitudes, quelles compétences doit avoir un enfant de 6 ans à l'entrée à l'école primaire ? L'existence de critères et de normes n'est-elle pas contraire au développement unique de chaque individu ?

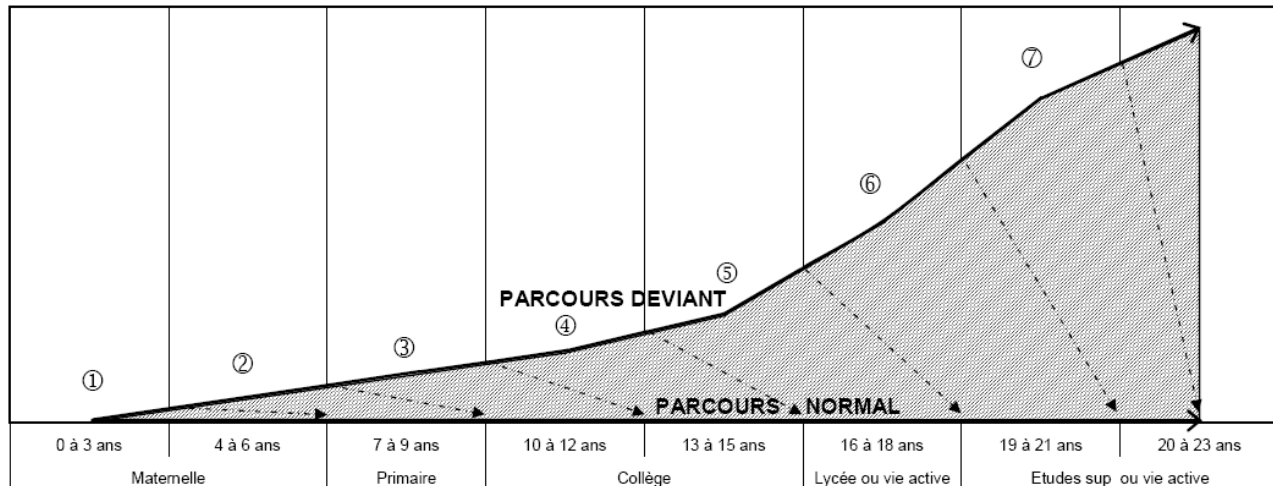
VI- Annexes

1. Trame du questionnaire semi-directif

- 1- Quelle est votre définition de la petite enfance ?
- 2- Qu'est-ce que la *politique en faveur de la petite enfance* ? Que comprend-elle ?
- 3- Pouvez-vous me citer des mesures en faveur de la petite enfance prises ces dix dernières années ?
- 4- Comment vous représentez-vous l'enfance / la jeunesse d'aujourd'hui comparée à votre enfance ?
- 5- Selon vous, la délinquance juvénile a-t-elle augmenté depuis dix ans ?
- 6- Connaissez-vous le concept d'enfant-Roi ? Quelle en est la définition ? Que vous évoque-t-il ?
- 7- Comment définiriez-vous le rôle des parents dans la petite enfance ?
- 8- Dans quelles mesures un jeune enfant peut participer à l'école ou dans la famille ?
- 9- Croyez-vous qu'un enfant de moins de six ans puisse participer à la vie citoyenne ? Si oui, sous quelle forme ?
- 10- Que vous inspire le débat sur les châtements corporels ?

2. Courbe évolutive de la déviance Bénisti (2004)

COURBE EVOLUTIVE D'UN JEUNE QUI AU FUR ET A MESURE DES ANNEES S'ECARTE DU « DROIT CHEMIN » POUR S'ENFONCER DANS LA DELINQUANCE



- ① Premières années sans problème
- ② Difficultés de la langue + comportement indiscipliné
- ③ Accentuation des problèmes du ② + marginalisation scolaire + démission ou non maîtrise de l'éducation des parents + pas d'activités pré ou post scolaires
- ④ Aggravation des problèmes du ③ + violence à l'école, redoublements des classes + début des petits larcins + conflits parentaux accentués et développement de la marginalisation
- ⑤ Entrée dans la délinquance avec des vols à la tire. Début de la consommation des drogues douces + absences répétées aux cours + toujours aucunes activités pré ou post scolaire
- ⑥ Consommation de drogues dures + cambriolages + vie nocturne et utilisation d'armes blanches
- ⑦ Entrée dans la grande délinquance + trafics de drogues, vols à main armée

Rapport de la Commission prévention du GESI de l'Assemblée nationale

Page 7 sur 60

Source : Bénisti, J. A. (2004). Rapport Préliminaire de la Commission prévention du Groupe d'études parlementaire sur la sécurité intérieure sur la prévention de la délinquance. Récupéré le 8 février 2012 sur le site du collectif pas de 0 de conduite http://www.pasde0deconduite.org/IMG/pdf/rapport_preliminaire_BENISTI_2004.pdf.

3. Grille d'analyse des documents réalisée dans le cadre de la recherche

Textes de référence de la politique de la petite enfance	L'image de l'enfant de 0 à 6 ans	Les capacités de l'enfant de 0 à 6 ans	Les droits accordés aux enfants de 0 à 6 ans	Dilemme de la différence	Développement optimal du jeune enfant	Mesures de prévention, types de mesures
Code de la santé publique Chapitre IV établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans Modif : Décret no 2010-613 du 7 juin 2010	Article R2324-29 sur le projet éducatif et les mesures mises en place pour accueillir l'enfant Being ... prend en compte les besoins individuels de chaque enfant tout en respectant un rythme imposé collectivement	« Projet éducatif » remplacé par « projet d'établissement » « de façon autonome » parle de l'enfant ? l'espace est autonome (?) Incapable : a toujours besoin des adultes, médecin, parents, encadrants	Protection Prestations : plutôt pour les parents	Droits spéciaux	Autorise des marges du taux d'occupation plus élevées en fonction de la capacité d'accueil (avant seulement 10% pour chaque établissement) « organisant de manière adaptée à leurs besoins »	
Guide pratique des parents 2011-2012 Ecole maternelle	Becoming « Devenir élève »	Accompagner l'enfant Place des parents importante « l'aider à développer son autonomie et son sens des responsabilités, lui apprendre le respect de lui-même et des autres ainsi que l'utilité des règles de vie en commun »	Participation sous forme de jeux Prestations : La loi du 20 août 2008 a institué un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles	Droits spéciaux	Préparer la rentrée à l'école élémentaire « attentive aux besoins des jeunes enfants »	Visite médicale Protection de l'enfant contre les maladies à l'école, protéger les autres des microbes « L'école maternelle a un rôle essentiel dans le repérage et la prévention des déficiences ou des troubles, rôle qu'elle doit assumer pleinement, en particulier pour les troubles spécifiques du langage. »
La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance	Prendre en compte les facteurs de vulnérabilité de l'enfant	Incapable : petit être à protéger	Protection Prestations : prévention périnatale Participation : information, élaborer avec lui et sa famille (pour les plus grands seulement ?)	Droits spéciaux et droits égaux	« L'intérêt de l'enfant, la prise en compte de ses besoins fondamentaux, physiques, intellectuels, sociaux et affectifs, ainsi que le respect de ses droits, doivent guider toutes les décisions le concernant. »	Prévenir le plus en amont possible les risques de mise en danger de l'enfant la prévention périnatale ; la prévention des difficultés éducatives parentales ; la prévention en direction des enfants et des adolescents.
LOI no 2010-121 du 8 février 2010 tendant à inscrire l'inceste commis sur les mineurs dans le code pénal et à améliorer la détection et la prise en charge des victimes d'actes incestueux	Being : reconnu en tant que victime	incapable	Protection	Droits égaux		Les écoles, les collèges et les lycées assurent une mission d'information sur les violences et une éducation à la sexualité. (mais pas en maternelle dans la réalité)
Ministère des affaires étrangères : infosynthèse mai 2007	Being : accompagnement individualisé dans les structures d'accueil ; Becoming : école maternelle devenir un élève	Incapable à moins que les adultes les aident	Prestations aux parents : politique familiale et faciliter la vie active ; Protection ; Promotion de l'égalité des chances	Droits spéciaux	Accompagnement individualisé et respect des rythmes de chacun si possible	« prévention médicale, psychologique, sociale et d'éducation pour la santé en faveur des futurs parents et des enfants. Elle prend en charge le calendrier vaccinal et développe des actions de dépistage des handicaps des enfants de moins de six ans.

Assemblée Nationale. (2006). <i>Rapport n°2832 fait au nom de la Mission d'Information sur la famille et les Droits des Enfants. L'enfant d'abord : 100 propositions pour placer l'intérêt de l'enfant au cœur du droit de la famille.</i>	Being sujet de droit	Capable à moins que les adultes ne l'en empêchent : notamment pour ce qui est des relations avec des tiers	Protection : argument pour l'adoption que les parents soient mariés Prestations : maison de naissance Participation : droit d'être entendu pas respecté en justice	Droit spéciaux Intérêt de l'enfant comme slogan de la mission parlementaire	Demande Chaque année d'évaluer le développement physique, psychique et intellectuel de l'enfant dans les services ASE	Prévenir les excès dans le droit à l'enfant, et les dérives quant au désir de l'enfant à tout prix Permettre aux femmes de ne pas se sentir seules après la naissance Soutient la prévention médico-sociale à l'école
LOI no 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et Circulaire interministérielle du 8 juillet 2011 sur les « Orientations pour la prévention de la délinquance »	Being : remettre dans le droit chemin (enfants de +13 ans)	Incapable : responsabilisation des parents, accompagnement parental : conseil pour les droits et devoirs des familles Et en même temps capable : durcissement du traitement des délinquants	Protection : contre eux même, contre les autres	Droits spéciaux – droits égaux (devoirs égaux)	Responsabilité parentale Droits et devoirs des parents	Prévention de la délinquance des mineurs Lutte contre les violences à l'école Loi du 5 mars 2007 en même temps que celle sur la protection de l'enfance Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision du Conseil constitutionnel no 2007-553 DC du 3 mars 2007
Plan petite enfance par P.Bas, Ministre délégué à la Sécurité sociale, aux Personnes âgées, aux Personnes handicapées et à la Famille, 7 novembre 2006	Des enfants « à charge » des freins à la reprise de l'activité professionnelle des parents	Capable de s'épanouir avec les adultes, grâce aux adultes	Prestations : aux familles, essentiellement solutions de garde pour les personnes actives, assouplir les modalités du congé maternité	Droits spéciaux Mieux accueillir les jeunes enfants handicapés		Développer la formation aux métiers de la petite enfance, la rendre plus attractive Réduire les coûts, éditer des règles moins drastiques
LOI no 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants	L'enfant objet au centre des décisions mais n'y participe pas lui-même	Incapable : interdiction de sortie du territoire, l'enfant dans ces cas est soumis aux souhaits de ses parents, subit et le juge décide dans son intérêt Parents responsables du crime commis par leur enfant	Protection Prestations : logement et aides pour les mères	Droits spéciaux		Formation spécifique de différents corps de métiers aux violences conjugales
Rapport parlementaire Benisti sur la prévention de la délinquance demandé par le 1 ^{er} ministre, octobre 2004	Becoming : citoyen en devenir Enfant objet du plan d'action établi par un comité dès que des troubles apparaissent	Incapable sans des adultes compétents de « garder le droit chemin » Capable : délinquant dès 3 ans Responsabilité parentale	Protection contre eux-mêmes Pas de participation : relations des acteurs autour de l'enfant mais lui n'est pas impliqué Droits et devoirs régis par les adultes	Droits spéciaux	Troubles scolaires et troubles du comportement dans la petite enfance déterminant pour l'enfance et pour la vie d'adulte : signes de la délinquance	90% de la commission composée de membres UMP ou UDF (droite) Prévention : « le plus tôt possible pour y remédier » Rappeler les valeurs républicaines
« Trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent », rapport de l'INSERM, 2005	Becoming : être en devenir qui ne doit pas s'écarter du droit chemin	Incapable d'évoluer dans le bon sens sans l'encadrement des adultes	Protection : contre eux, se protéger d'eux aussi Prestations aux parents dont les enfants ont des troubles	Droits spéciaux	Parle de développement harmonieux : mais qu'est-ce pour eux ? développement des compétences sociales, cognitives et	Prévention dès la période préscolaire : dont la validité du diagnostic a été démontrée avec des études cf p16

	moins de 6 ans	empêchent, où que leur liberté soit réduite par celle des autres Responsabilités parentales	L'enfant » établi sans lui Prestations Participation : enfants capables de discernement, plus de 13 ans ou 7 ans. « en fonction de son âge et de sa maturité »		Garantir le bien-être des jeunes enfants	Boéthique importante Prévention contre les dérives et difficultés parentales
Rapport à Monsieur le Président de la République, Novembre 2010, Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat à la Justice, <i>La Prévention de la Délinquance des Jeunes</i>	Becoming : devenir les citoyens de demain « un adulte en devenir » p8	Incapable pour les jeunes enfants Mais capables à partir de l'adolescence Cependant même très jeune capable de diriger la famille quand les parents sont démissionnaires Responsabilité parentale	Protection Protection contre les enfants Protection contre les carences éducatives de leurs parents Prestations aux parents : stages parentaux	Droits spéciaux-droits égaux	L'enfant doit à ses deux parents respect et obéissance, mais, en retour, il est à leur égard créancier d'une éducation centrée autour de sa santé, sa sécurité, sa moralité.	Promouvoir les valeurs de la république Il s'agit alors de faire advenir en lui un principe de responsabilité. La sanction exige par conséquent un cadre socialisant et structurant. Le soutien indispensable à la parentalité La restauration de la citoyenneté par l'école et sur l'ensemble du territoire de la République La mise en oeuvre d'une stratégie volontariste de reconquête de l'espace public La laïcité, le travail, l'effort et la méritocratie

		responsables			émotionnelles des enfants	
LOI n° 2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance	être à protéger Pour qu'il reste dans une enfance heureuse cf campagne de pub (enfant vieilli)	Incapables à moins que les adultes leur créent un univers propice à leur épanouissement, aide sociale à l'enfance pour défendre et protéger ces enfants, certains n'ont rien demandé	Protection : création de l'observatoire de l'enfance en danger Participation : mise en place de hotlines pour les mineurs, le juge recueille l'adhésion de la famille en justice pour les mesures éducatives dans l'intérêt de l'enfant mais on ne dit pas si on lui demande son avis Secret professionnel sauf pour certains professionnels : protection avant tout	Droits spéciaux	Défendent l'idée d'une enfance idéale, image occidentale de l'enfance, heureuse sans heurts	Prévention contre les maltraitances
Code civil – consolidée en 2012 Livre 1 ^{er} des personnes	Being : exercice de l'autorité parentale « dans le respect dû à sa personne » art 371-1	Incapable à moins que : l'enfant ne peut quitter le domicile des parents sans leur assentiment : mobilité indépendante nulle	« Doit respect à ses père et mère » art371 Participation : « Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité. »	Droits spéciaux	Répondre aux besoins des enfants pour favoriser son développement harmonieux	
Rapports périodiques 3 et 4 de la France au CRC, 2008	Being : les enfants en général Becoming pour les	Incapables : les jeunes enfants Capable à moins que les adultes ne les en	Protection : protection de l'enfance « projet pour l'enfant » établi par les acteurs « porté à la connaissance de	Droits spéciaux	La protection de l'enfance en danger reste ainsi une priorité de santé publique.	Prévention contre les processus d'exclusion précoce : accueil des jeunes enfants

VII- Références

- Abramson, B. (2006). The Convention rights of babies and young children: three key issues. Dans United Nations Committee on the Rights of the Child United Nations Children's Fund and Bernard van Leer Foundation (2006). *A Guide to General Comment 7: 'Implementing Child Rights in Early Childhood'*. Récupéré le 8 octobre 2011 sur le site internet de la Fondation : http://www.bernardvanleer.org/a_guide_to_general_comment_7_implementing_child_rights_in_early_childhood.
- AFP. et Le Monde. (2011, mise à jour le 26 avril 2011). *Dans son ultime bilan, la défenseure des enfants critique la politique du gouvernement*. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site du journal Le Monde : http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/04/25/dans-son-ultime-bilan-la-defenseure-des-enfants-critique-la-politique-du-gouvernement_1512649_3224.html.
- Agnoux, F. (2009). *Présentation générale de la Convention Internationale des droits de l'enfant*. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site de l'AHJUCAF (L'association des Hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français) : <http://www.ahjucaf.org/Presentation-generale-de-la.html#nb7>.
- Ariès, P. (1973). *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. France, Paris : Editions du Seuil.
- Assemblée Nationale. (2006). *Rapport n°2832 fait au nom de la Mission d'Information sur la famille et les Droits des Enfants. L'enfant d'abord : 100 propositions pour placer l'intérêt de l'enfant au cœur du droit de la famille*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site de l'Assemblée Nationale <http://www.assemblee-nationale.fr/12/rap-info/i2832.asp>.
- Association Française des Psychologues de l'Education Nationale (AFPEN). (2010). Enfants à l'école. Dans Etats généraux pour l'enfance. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZlZWYtM2Y2ZWlXNjU0MjUz&hl=en_US.
- Benchmark Group. (2012). *L'Internaute Encyclopédie : définition déviant*. Récupéré le 28 février 2012 sur le site internet de l'encyclopédie : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/deviant/>.
- Benloulou, G. (2000). Les droits de l'enfant rencontrent de la résistance. *Lien Social*, 554, 6-7.
- Bénisti, J. A. (2004). *Rapport Préliminaire de la Commission prévention du Groupe d'études parlementaire sur la sécurité intérieure sur la prévention de la délinquance*. Récupéré le 8 février 2012 sur le site du collectif pas de 0 de conduite

- http://www.pasde0deconduite.org/IMG/pdf/rapport_preliminaire_BENISTI_2004.pdf.
- Bénisti, J. A. (2010). *Mission parlementaire sur la prévention de la délinquance des mineurs et des jeunes majeurs*. Récupéré le 23 février 2012 sur le site du Ministère de la Ville : http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_mission_prevention_de_la_delinquance_ja_benisti.pdf.
- Ben Soussan, P. (2011). *Manifeste pour une vraie politique de l'enfance*. France, Toulouse : Editions Erès.
- Bernard van Leer Foundation. (2006). *A Guide to General Comment 7: Implementing Child Rights in Early Childhood*. Pays-Bas, La Haye: Bernard van Leer Foundation.
- Bockel, J. M. (2010). *La prévention de la Délinquance des jeunes*. Récupéré le 20 février 2012 sur le site de l'Elysée Présidence de la République : http://www.elysee.fr/president/root/bank_objects/Rapport-Bockel-La_prevention_de_la_delinquance-des-jeunes.pdf.
- Borgetto, M., Lafore, R., et Mavoska-Isana, A. (2010). *Code de l'action sociale et des familles - Edition 2010*. France, Paris : Editions Dalloz.
- Brisset, C. (2009, novembre). Communication. Dans SciencesPo, et. UNICEF. (Table ronde 1.), *De l'élaboration des textes à l'application actuelle de la CIDE : la prise en compte des droits de l'enfant par les États*. Colloque SciencesPo-UNICEF, Les droits de l'enfant 20 ans après : l'intérêt supérieur de l'enfant face au politique, Paris, France. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site internet de l'UNICEF : <http://www.unicef.fr/userfiles/ColloqueSciencesPo.pdf>.
- CNAEMO. (2010). Les aberrations des stades de responsabilité parentale. Dans Etats générEux pour l'enfance. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTewNy00MjRlTjZWYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.
- CNAF. (2010). *Temps forts et chiffres clés 2010*. Récupéré le 22 décembre 2011 sur le site de la CNAF : http://www.caf.fr/wps/portal/!ut/p/c5/hY7LDolwEEW_xS_otKWFLitKgVAeKhXZGBaGkAi4MH6_xZUSxZnlybn3ohrZH5pH1zb3bhyaK6pQzc8i8zWVa33ApvSApEYzSukwKGr56Y3nkDEguQDfEYdC5k4204mlYFcaXFgngj1TUIEMADM7DAubznBAC2ooEP6n-zitXW7_5HjLbb7gOi59MvW_OPw4CTNfBIW0-VGcOwEjoMiMf9m_6LsoDcf-gm59WUExdXm7Wj0BoXzdXQ!!/dl3/d3/L2dJQSEvUUf3QS9ZQnZ3LzZfOU9DTTNBQk1USEhRODAyNTFGM1EzVjMwSTY!/.
- Comité des droits de l'enfant des Nations Unies (CRC). (1989). *Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant*. Dans IUKB, *Convention relative aux Droits de l'Enfant et protocoles facultatifs*. (Non publié)
- Commission des Communautés Européennes. (2008). *Rapport de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité Economique et Social européen et*

- au Comité des régions. *Mise en œuvre des objectifs de Barcelone concernant les structures d'accueil pour les enfants en âge préscolaire*. Récupéré le 8 mars 2012 sur le site de la Commission Européenne : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0638:FIN:FR:PDF>.
- CRC. (2004). *Trente-sixième session, Examen des rapports présentés par les Etats parties en application de l'article 44 de la Convention. Observations finales: France*. Récupéré sur le site du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G04/424/29/PDF/G0442429.pdf?OpenElement>.
- CRC. (2005). *Observation Générale n°7 : la mise en œuvre des droits de l'enfant dans la petite enfance*. Dans IUKB, Comité des droits de l'enfant : Observations générales n°1 à 12. (Non publié)
- CRC. (2008, mise à jour le 10 septembre 2008). *Troisième et quatrième rapports périodiques des Etats parties devant être soumis en 2007 : France*. Récupéré le 29 novembre 2011 sur le site du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G08/438/97/PDF/G0843897.pdf?OpenElement>.
- CRC. (2009). *Cinquante et unième session, Examen des rapports soumis par les Etats parties en application de l'article 44 de la Convention, Observations finales du Comité des droits de l'enfant: France*. Récupéré le 25 novembre 2011 sur le site de l'OHCHR : http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/co/CRC.C.FRA.CO.4_fr.pdf.
- Cresson, G. (2011). Intérêts, besoins et droits des enfants et de leur entourage. Dans J-P. Feutry (dir.), *Respect des droits de l'enfant et pratiques éducatives en Europe* (p. 47-58). France, Paris : L'Harmattan.
- CSF. (2010). *Refus d'accès aux soins des enfants de l'ASE*. Dans *Etats générEux pour l'enfance*. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZlZWYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.
- Dalloz (édition 2011). *Code de la santé publique. Chapitre IV établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans*. France, Paris : Dalloz.
- DEI-France. (2007). *Communiqué : Les droits de l'enfant dissous dans la potion magique ?* Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site de l'ONG : http://www.dei-france.org/DEI-communiques-commentaires/2007/DEI_Com_Asterix_droits_enfant.pdf.
- DEI-France. (2010). *Réduire les inégalités des enfants et des jeunes devant les temps libres*. Dans *Etats générEux pour l'enfance*. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZlZWYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.

- Dekeuwer-Défossez, F. (2004). Droits de l'enfant et responsabilités parentales. Dans De Singly, F. (dir.). (2004). *Enfants-adultes : vers une égalité de statuts ?* France, Paris : Universalis.
- De Singly, F. (dir.). (2004). *Enfants-adultes : vers une égalité de statuts ?* France, Paris : Universalis.
- De Singly, F. (2007). L'enfant n'est pas qu'un enfant... *Les grands dossiers des Sciences Humaines*, 8, 30-33.
- Desvignes, A. (2010). L'enfant objet. Dans Etats générEux pour l'enfance. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZwYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.
- Direction de l'information légale et administrative. (2010, mise à jour le 21 septembre 2010). *Un enfant mineur peut-il être entendu par les juges ?* Récupéré sur le site de l'administration française : <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F10479.xhtml>.
- Direction des politiques familiale et sociale. (2010). *Lettre circulaire n° 2010-034, Mesures en faveur de l'accueil des enfants en situation de handicap dans les établissements d'accueil de jeunes enfants (Eaje) et les accueils de loisirs sans hébergement (Alsh)*. Récupéré le 22 décembre 2011 sur le site du Centre Technique National d'Etudes et de Recherches sur les Handicaps et les Inadaptations : http://www.ctnerhi.com.fr/images_letters/LC2010034.pdf.
- Dodson, F. (1972). *Tout se joue avant 6 ans*. (Y. Geffray, trad.). France, Paris : Editions Robert Laffont. (Ouvrage original publié en 1970 sous le titre *How to parent*. Etats-Unis, Californie : Fitzhugh Dodson).
- Dolto, F. (1985). *La cause des enfants*. France, Paris : Editions Roberts Laffont.
- Donzelot, J. (1977/2005). *La police des familles*. France, Paris : Les Editions de Minuit.
- Elysée. (2009). Communiqué de presse. *Entretien avec les dirigeants des principales associations actives en matière de protection de l'enfance*. Récupéré le 17 décembre 2011 sur le site internet de l'Elysée : <http://www.elysee.fr/president/espace-presse/espace-presse-communiques-de-presse.9.html>.
- Etats générEux pour l'enfance. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZwYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.
- Evans, J.L., Illfeld, E.M. et Myers, R. (2000). *Early Childhood Counts— A Programming Guide on Early Childhood Care for Development*. Washington, DC: World Bank Institute, the World Bank.
- Fagnani, J. (2006). Activité professionnelle des mères et accueil de la petite enfance : enjeux sociaux, arbitrages politiques. Dans G. Neyrant, M. Dugnat, G.

- Revest et J. N. Trouvé (dir.), *Familles et petite enfance : Mutations des savoirs et des pratiques* (p. 133-145). France, Ramonville Saint-Agne : Editions Erès.
- Feutry, J. P. (dir.). (2011). *Respect des droits de l'enfant et pratiques éducatives en Europe*. France, Paris : L'Harmattan.
- Finkelkraut, A. (1990, 9 janvier). La nouvelle statue de Pavel Morozov. *Le Monde*. Récupéré le 8 février 2012 sur le site internet de DEI-Belgique (2009) : http://www.dei-belgique.be/docs_outils/Fiche%20pedagogique%202009-7%20conception%20droits%20enfants.pdf?PHPSESSID=95cdcf3a7a97f97ec355462e1270bcdd.
- Gavarini, L. (2006). Du contrôle social à la prédiction : évolution du regard sur l'enfance. Dans G. Neyrant, M. Dugnat, G. Revest et J. N. Trouvé (dir.), *Familles et petite enfance : Mutations des savoirs et des pratiques* (p. 93-108). France, Ramonville Saint-Agne : Editions Erès.
- Groupe Psychologies SA. (2012). *Psychologies.com Dico psycho : déviance*. Récupéré le 28 février 2012 sur le site internet de la marque : <http://www.psychologies.com/Dico-Psycho/Deviance>.
- Hanson, K. (2008). School of thought in children's rights. (Travail de recherche non publié).
- IGAS. (2008). *Rapport Annuel 2007-2008 : Les politiques sociales décentralisées*. France, Paris : La Documentation Française.
- Inserm. (2005). *Trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent*. Récupéré le 25 novembre 2011 sur le site de l'INSERM : <http://www.inserm.fr/index.php/thematiques/sante-publique/expertises-collectives>.
- La Défenseure des enfants. (2003). *Rapport annuel du Défenseur des enfants au Président de la République et au Parlement*. France, Paris : La documentation française.
- La Défenseure des enfants. et Uderzo, A. (2007). *L'album des droits de l'enfant*. France, Paris : Les Editions Albert-René/ Goscinnny-Uderzo. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le lien spécialement créé pour l'ouvrage : <http://www.asterix.com/droits-des-enfants/indexlivret.htm>.
- La Défenseure des enfants. (2008). *Rapport de la Défenseure des enfants au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies*. Récupéré le 29 novembre 2011 sur le site de la Défenseure des enfants : http://www.defenseurdesenfants.fr/pdf/Rapport_Geneve.pdf.
- Lansdown, G. (2005). *Insight Innocenti : Les capacités évolutives de l'enfant*. Publié par UNICEF. Récupéré le 1^{er} décembre 2011 sur le site du centre de recherche de l'organisation onusienne : http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/evolving_fr.pdf.
- L'Enfance Buissonnière. (2010). La place de l'enfant. Dans *Etats généraux pour l'enfance. (2010). Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif :

https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZWYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.

Leveneur, L. (2012). *Le code civil bleu annoté*. France, Paris : LexisNexis.

Meirieu, P. (2009, novembre). Communication. Dans SciencesPo, et. UNICEF. (Table ronde 3.), *De la nécessité de prôner la primauté de l'intérêt supérieur de l'enfant dans l'élaboration des lois*. Colloque SciencesPo-UNICEF, Les droits de l'enfant 20 ans après : l'intérêt supérieur de l'enfant face au politique, Paris, France. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site internet de l'UNICEF : <http://www.unicef.fr/userfiles/ColloqueSciencesPo.pdf>.

Ministère de l'éducation nationale, jeunesse et vie associative. (2011). *Guide pratique des parents : mon enfant à l'école maternelle*. Récupéré le 28 novembre 2011 sur le site du ministère : http://media.education.gouv.fr/file/Espace_parent/76/4/Guide_pratique_des_parents_2011-2012_ecole_maternelle_189764.pdf.

Ministère de l'éducation nationale, jeunesse et vie associative. (2011). *L'école maternelle*. Récupéré le 28 novembre 2011 sur le site du ministère : <http://www.education.gouv.fr/cid166/l-ecole-maternelle.html>.

Ministère de l'éducation nationale, jeunesse et vie associative. (2012, mise à jour novembre 2011). *L'agenda de l'éducation : Journée internationale des droits de l'enfant*. Récupéré sur le site internet du ministère le 8 février 2012 : <http://www.education.gouv.fr/cid58357/journee-internationale-des-droits-de-l-enfant.html>.

Ministère délégué à la Sécurité sociale, aux Personnes âgées, aux Personnes handicapées et à la Famille. (2006). *Dossier de presse : présentation du plan petite enfance*. Récupéré le 13 octobre 2011 sur le site du ministère des solidarités et de la cohésion sociale : http://www.famille.gouv.fr/doss_pr/plan_petite_enfance/dossier_de_presse.pdf

Ministère des affaires étrangères. (2007). *La France à la loupe : la politique en faveur de la petite enfance en France. Infosynthèse*. Récupéré le 8 octobre 2011 sur le site de l'Ambassade de France à Vienne, Autriche : http://www.ambafrance-at.org/IMG/pdf/petite_enfance.pdf.

Mucchielli, L. (2010). L'évolution de la délinquance des mineurs : Données statistiques et interprétation générale. *Agora. Débats/Jeunesses*, 56 (3), 87-101.

Neirinck, C. (2009, novembre). Communication. Dans SciencesPo, et. UNICEF. (Table ronde 2.), *De la nécessité de prôner la primauté de l'intérêt supérieur de l'enfant dans l'élaboration des lois*. Colloque SciencesPo-UNICEF, Les droits de l'enfant 20 ans après : l'intérêt supérieur de l'enfant face au politique, Paris, France. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site internet de l'UNICEF : <http://www.unicef.fr/userfiles/ColloqueSciencesPo.pdf>.

Neyrant, G. et Dugnat, M. (2006). *Propos liminaire*. Dans G. Neyrant, M. Dugnat, G. Revest et J. N. Trouvé (dir.), *Familles et petite enfance : Mutations des savoirs et des pratiques* (p. 7-21). France, Ramonville Saint-Agne : Editions Erès.

- Observatoire national de la petite enfance. (2009). *Quels apprentissages pour les jeunes enfants ?* Récupéré le 22 décembre 2011 sur le site de la CNAF : [http://www.caf.fr/wps/portal/!ut/p/c5/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3hLf2dFY0cn35CAACc3A6MQN18TrxBnQwMLI6B8JJK8h0eghYGRqaGbcaBxmLGBpwkB3eEg-8ziDXAARwOIPD7zUeQt3QIdDYwCPL0CTNxMjQzcfX9PPJzU_ULciMMMGpSFQFtWOFU/dl3/d3/L2dJQSEvUUt3QS9ZQnZ3LzZfOU9DTTNBQk1UUFBCRjAyVEZNNepUQzEwODI!/.](http://www.caf.fr/wps/portal/!ut/p/c5/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3hLf2dFY0cn35CAACc3A6MQN18TrxBnQwMLI6B8JJK8h0eghYGRqaGbcaBxmLGBpwkB3eEg-8ziDXAARwOIPD7zUeQt3QIdDYwCPL0CTNxMjQzcfX9PPJzU_ULciMMMGpSFQFtWOFU/dl3/d3/L2dJQSEvUUt3QS9ZQnZ3LzZfOU9DTTNBQk1UUFBCRjAyVEZNNepUQzEwODI!/)
- Observatoire national de la petite enfance, CNAF. (2010). *L'accueil du jeune enfant en 2010, Données statistiques*. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site de la CNAF : [http://www.caf.fr/wps/portal/!ut/p/c5/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3hLf2dFY0cn3xBLt0BHA6MAT68AEzdTlwn3c_1wkA6zeAMcwNEAlg83wcMj0MLAyNTQzTjQOMzYwNNE388jPzdVvyA7O83RUVeRAKHij1Y!/dl3/d3/L2dJQSEvUUt3QS9ZQnZ3LzZfOU9DTTNBQk1UUFBCRjAyVEZNNepUQzEwODI!/.](http://www.caf.fr/wps/portal/!ut/p/c5/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3hLf2dFY0cn3xBLt0BHA6MAT68AEzdTlwn3c_1wkA6zeAMcwNEAlg83wcMj0MLAyNTQzTjQOMzYwNNE388jPzdVvyA7O83RUVeRAKHij1Y!/dl3/d3/L2dJQSEvUUt3QS9ZQnZ3LzZfOU9DTTNBQk1UUFBCRjAyVEZNNepUQzEwODI!/)
- OCDE. (2006). *Petite enfance, grands défis II : éducation et structures d'accueil*. France, Paris : Editions OCDE.
- ONU. (2010). *Résolution 65/197 sur les Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée générale*. Récupéré le 8 octobre 2011 du site des Nations Unies, Bibliothèque Dag Hammarskjöld des Nations Unies : <http://www.un.org/Depts/dhl/resguide/r65fr.shtml>.
- Pasde0deconduite pour les enfants de trois ans. (2010). Pour une prévention prévenante, humanisante et éthique : non aux déviations prédictives de la prévention psychologique. Dans *Etats générEux pour l'enfance*. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZlZWYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.
- Pelletier, H. et Perfetti, J. (2012). *Code pénal*. France, Paris : LexisNexis.
- Quennerstedt, A. (2010). Children, But Not Really Humans? Critical Reflections on the Hampering Effect of the "3 p's". *International Journal of Children's Rights*, 18, 619-635.
- Quiriau, F. (2009, novembre). Communication. Dans SciencesPo, et. UNICEF. (Table ronde 2.), *La prise en considération de la CIDE en France par les parlementaires, le gouvernement et sa perception par le grand public*. Colloque SciencesPo-UNICEF, Les droits de l'enfant 20 ans après : l'intérêt supérieur de l'enfant face au politique, Paris, France. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site internet de l'UNICEF : <http://www.unicef.fr/userfiles/ColloqueSciencesPo.pdf>.
- Renaut, A. (2002). *La libération des enfants. Contribution philosophique à une histoire de l'enfance*. France, Paris : Calmann-Lévy.
- Renaut, A. (2004). *L'enfant à l'épreuve de ses droits*. Dans De Singly, F. (dir.). (2004). *Enfants-adultes : vers une égalité de statuts ?* France, Paris : Universalis.

- Riva Gapany, P. (2011, décembre). *Droits sexuels, Droits de l'Enfant*. Communication présentée au Colloque national sur les droits sexuels, de la Fondation Suisse pour la santé sexuelle et reproductive, Université de Fribourg, Suisse. Récupéré le 26 mars 2012 sur le site de la fondation : http://www.plan-s.ch/IMG/pdf_Riva_Gapany_f.pdf.
- Rosenczweig, J. P. (2009, novembre). Communication. Dans SciencesPo, et. UNICEF. (Table ronde 3.), *De la nécessité de prôner la primauté de l'intérêt supérieur de l'enfant dans l'élaboration des lois*. Colloque SciencesPo-UNICEF, Les droits de l'enfant 20 ans après : l'intérêt supérieur de l'enfant face au politique, Paris, France. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site internet de l'UNICEF : <http://www.unicef.fr/userfiles/ColloqueSciencesPo.pdf>.
- Rosenczweig, J. P. (2010). L'enfant n'est toujours pas un sujet de droit. Dans Etats générEux pour l'enfance. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZWYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.
- Ruetsch, J. Y. (2010). *Prévenir la délinquance des jeunes : un enjeu pour demain*. Récupéré le 21 février 2012 sur le site de la documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics//104000093/0000.pdf>.
- SNMPMI. (2010). Relancer une politique globale et nationale de promotion de la santé de l'enfant, de la famille et des jeunes. Dans Etats générEux pour l'enfance. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZWYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.
- SNUipp-FSU. (2010). Ecole maternelle. Dans Etats générEux pour l'enfance. (2010). *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*. Récupéré le 9 décembre 2011 sur le site du comité d'organisation du collectif : https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=explorer&chrome=true&srcid=0Bxw5cCck6v7jYjY3ZDgxMDctOTEwNy00MjRlTjZWYtM2Y2ZWlxNjU0MjUz&hl=en_US.
- Soulé, V. (2012). L'école tremble sur sa base. *Libération*, 9571, 4.
- Sylva, K., Melhuish, E., Sammons, P., Siraj-Blatchford, I. et Taggart, B. (2004). *Effective Provision of Pre-School Education (EPPE) Project: Final Report - A Longitudinal Study Funded by the DfES 1997-2004*. Récupéré le 2 février 2012 sur le site du ministère de l'éducation de la Grande Bretagne : <http://www.education.gov.uk/rsgateway/DB/RRP/u013144/index.shtml>.
- Teinturier, B. (2009, novembre). Communication. Dans SciencesPo, et. UNICEF. (Table ronde 2.), *La prise en considération de la CIDE en France par les parlementaires, le gouvernement et sa perception par le grand public*. Colloque Les droits de l'enfant 20 ans après : l'intérêt supérieur de l'enfant face au politique, Paris, France. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site internet de l'UNICEF : <http://www.unicef.fr/userfiles/ColloqueSciencesPo.pdf>.

- UNICEF. (2001). *La Situation des enfants dans le monde : la petite enfance*. Etats-Unis, New-York : UNICEF.
- UNICEF. (2003). *La situation des enfants dans le monde : la participation des enfants*. Etats-Unis, New-York : UNICEF.
- UNICEF. (2009, mise à jour octobre 2009). *Les origines des droits de l'homme*. Récupéré sur le site de l'organisation : <http://www.unicef.fr/contenu/actualite-humanitaire-unicef/les-origines-des-droits-de-lhomme-2009-10-14>.
- UNICEF. (2011, mis à jour le 10 août). *La Convention relative aux droits de l'enfant : le cadre des droits de l'homme*. Récupéré le 9 mars 2012 sur le site de l'organisation des Nations Unies : http://www.unicef.org/french/crc/index_framework.html.
- Versini, D. (2009, novembre). Communication. Dans SciencesPo, et. UNICEF. (Table ronde 2.), *La prise en considération de la CIDE en France par les parlementaires, le gouvernement et sa perception par le grand public*. Colloque SciencesPo-UNICEF, Les droits de l'enfant 20 ans après : l'intérêt supérieur de l'enfant face au politique, Paris, France. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site internet de l'UNICEF : <http://www.unicef.fr/userfiles/ColloqueSciencesPo.pdf>.
- Vincent, E. (2011). *Racisme : "Un verrou a sauté dans le discours politique admis ou admissible"*. Récupéré le 21 décembre 2011 sur le site du journal Le Monde : http://www.lemonde.fr/societe/article/2011/04/12/racisme-un-verrou-a-saute-dans-le-discours-politique-admis-ou-admissible_1506210_3224.html.
- Woodhead, M. (2005). Early Childhood Development: A Question of Rights. *International Journal of Early Childhood*, 37 (3), 79-98.